

MASSES

10 OCTOBRE
1 9 3 3

MENSUEL N° 10

Prix : 1 Franc

REPOSE DU PARTI
SOCIALISTE
OUVRIER ALLEMAND
(S. A. P.)

A NOTRE ENQUETE :
LE FASCISME ET LE
PROLETARIAT ALLEMAND

L'AIGLE BLEU
POURRA-T-IL
VOLER ? : L'EXPERIENCE
ECONOMIQUE DE
ROOSEVELT

AVEC LES MILITANTS
DE LA CREUSE

PAS D'UNION SACREE

S.-A. MANN BRAND,
L'HOMME DES SECTIONS
D'ASSAUT

LE PROCES DE LEIPZIG

LES AVEUX DE GOEBBELS

LA QUESTION RELIGIEUSE
AU MEXIQUE

RENTREE PARLEMENTAIRE
ET BATAILLES SOCIALES

LA CRISE DU
PARTI SOCIALISTE

GEOGRAPHIE
ECONOMIQUE

LETTRES... D'AMERIQUE,
DE HONGRIE, DE VIENNE



Dessin de FALCK

Le Fascisme et le Prolétariat Allemand

LE FASCISME ET LE MOUVEMENT OUVRIER ALLEMAND

DANS son numéro 8 MASSES annonçait l'ouverture d'une enquête sur le fascisme allemand. Le questionnaire ci-dessous est adressé aux militants des divers groupements politiques et syndicaux qui ont participé à l'expérience allemande. Ceux-ci s'expriment en toute liberté et prennent l'entière responsabilité de leurs appréciations sur les événements et les hommes.

1° Quelles sont, à votre avis, les causes économiques, sociales et politiques du mouvement fasciste qui a réussi à prendre le pouvoir en Allemagne ?

2° Quelles ont été, à votre avis, les positions des diverses organisations ouvrières allemandes en face de la poussée fasciste, les raisons historiques de ces positions et quelle aurait dû être l'action de ces organisations ?

3° Quelles perspectives assignez-vous à la situation allemande en général et quelles sont les possibilités éventuelles d'action révolutionnaire ?

4° Quel rôle a joué la Russie Soviétique dans la crise politique en Allemagne et comment les révolutionnaires de l'extérieur et particulièrement ceux de France, peuvent-ils aider de façon la plus efficace le mouvement ouvrier allemand ?



REPONSE DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER (S. A. P.)

Les questions posées par la Rédaction de cette Revue sont discutées partout où l'on s'occupe sérieusement de la catastrophe du mouvement ouvrier allemand. Partout, et toujours, on entend poser cette question : l'Allemagne devait-elle en arriver à la ruine de son vieux mouvement ouvrier, en apparence si puissant ?

La victoire du fascisme, en Allemagne, est-elle le résultat inévitable de certains facteurs objectifs, ou bien aurait-on pu l'éviter si les partis ouvriers avaient agi autrement ? Répondons de suite qu'à notre avis la situation objective de l'Allemagne des dernières années aurait pu aussi bien conduire à une victoire de la classe ouvrière.

Une seule chose était impossible : le système capitaliste, avec ses contradictions toujours croissantes, ne pouvait être maintenu sans destruction des organisations ouvrières, ni par la démocratie bourgeoise classique, ni par les méthodes que voulaient expérimenter jusqu'au bout MM. Brüning, Papen et Schleicher, avec une dictature purement capitaliste, manquant de l'appui indispensable des masses.

De cette constatation on dégage tout de suite que la situation économique et politique très tendue détermine de puissantes forces objectives, favorables au fascisme. Pas besoin de les chercher longtemps. Les contradictions du système capitaliste, l'opposition des moyens de production monstrueusement accrus et de la consommation possible dans les conditions permises par le capitalisme ont créé une situation où, pour parler avec Marx, la bourgeoisie est forcée de nourrir elle-même une grosse partie de ses esclaves, ou bien d'être nourrie par eux. Il suffit de citer les données officielles : le nombre total des chômeurs (enregistrés ou non) atteignait 8 millions environ à la fin de l'année dernière. (1)

Dans ces conditions, la bourgeoisie ne pouvait absolument pas se contenter d'une exploitation toujours accrue des prolétaires restés au travail (rationalisation, travail plus intensif, prolongement de la journée de travail, décadence de toute la politique sociale), pas plus qu'elle n'a pu se contenter de la chute des chômeurs complets dans le dernier degré de la misère.

Elle est obligée d'augmenter toujours les charges fiscales des classes moyennes et de livrer ces classes sans défense à l'exploitation illimitée du monopole capitaliste.

Déjà, sans cela, la décadence capitaliste a mis les classes moyennes dans une situation sans issue.

Le rétrécissement continu du pouvoir d'achat des masses prolétariennes a précipité en premier lieu les petits artisans, les boutiquiers, les voyageurs de commerce, etc., dans la souffrance commune. Le beurre, la viande et les autres aliments de haute valeur nutritive étaient devenus depuis longtemps un luxe inaccessible à des millions de prolétaires ; les produits agricoles manquèrent, eux aussi, d'acheteurs. Dans la petite entreprise, routinière, les prix de vente tombèrent au-dessous des prix de revient.

Il n'y a pas besoin de beaucoup d'imagination pour se rendre compte que, dans ces conditions, les exigences de l'Etat bourgeois se heurtèrent chez la petite bourgeoisie à une résistance aigrie. Ceci créa un fait politique d'importance capitale.

La bourgeoisie a reconnu depuis longtemps combien elle dépendait d'un esprit de satisfaction et de loyalisme dans les milieux petits-bourgeois. C'est pourquoi, tant que le mouvement ascendant du capitalisme le lui a permis, elle a fait une politique sciemment favorable aux classes moyennes, auxquelles elle accordait toutes sortes de privilèges et de concessions. Si, dans les années qui précéderent la guerre, l'âge d'or de l'artisanat était depuis longtemps du domaine du passé, si la situation des petits paysans n'était rien moins que rose, les classes moyennes étaient tout de même infiniment plus favorisées. Leur jeunesse avait la perspective de se caser dans l'industrie, dans les professions libérales ou au service de l'Etat. C'est pourquoi la grande bourgeoisie put facilement faire des classes moyennes le véritable soutien de l'absolutisme de Guillaume, camouflé en démocratie parlementaire.

Une partie de la bourgeoisie se rendit compte de bonne heure du changement de la situation et se mit à favoriser systématiquement le mouvement populaire fasciste. Des années durant, des sommes énormes furent versées au mouvement national-socialiste par les officines de l'industrie lourde, par les hobereaux prussiens, par les anciens princes régnants, et tout spécialement par les Hohenzollern et autres milieux réactionnaires. Les choses ne se passèrent pas comme avant la guerre, lorsque l'union allemande pour la lutte contre la social-démocratie gaspilla des millions sans aucun résultat.

Dans la situation d'après guerre, on réussit, avec l'aide d'une propagande aussi coûteuse que grandiose et dénuée de scrupules, à déclencher un mouvement de masses. Les classes petites-bourgeoises et petites-paysannes ruinées, dépouillées par le fisc, la jeunesse petite-bourgeoise dépourvue de perspectives, les employés et fonctionnaires sans travail, prolétarisés, mais se cramponnant toujours à leur idéologie petite-bourgeoise, voilà le véritable noyau de l'armée fasciste. Il fut possible au fascisme de capter des prolétaires déclassés et déçus à l'aide de son radicalisme démagogique qui promettait aux paysans une hausse des prix, aux consommateurs urbains des approvisionnements meilleur marché, aux patrons la destruction des syndicats et suppression des tarifs, et enfin, aux ouvriers, plus de droits et de salaires. Mais le noyau de la classe ouvrière se montra jusqu'au bout imperméable à la démagogie fasciste. Ceci est prouvé surabondamment par les élections aux conseils d'usines, où les nazis ne purent réunir, malgré des efforts désespérés, que 3 0/0 environ des votes exprimés.

Le fascisme est donc, dans ses traits essentiels, un mouvement petit-bourgeois. Or, d'une façon générale, la petite bourgeoisie est inapte à une politique de classe indépendante. Elle l'est tout spécialement à une époque où il s'agit, ou bien de liquider un système économique périmé et par suite de créer, par la conquête du pouvoir politique et la collectivisation des moyens de production, un terrain pour l'économie organisée, devenue historiquement nécessaire, ou bien de maintenir avec les moyens de la plus extrême violence le système capitaliste décrié dont la survie signifie pour d'innombrables millions la famine lancinante et la misère complète ; système qui nous présente la perspective nullement éloignée d'une nouvelle guerre.

(1) Ce chiffre n'a pas diminué en fait, malgré les tripotages et petits trucs statistiques des nazis, que dans la mesure où le permettait normalement la saison.

Nous savons que c'est avant tout le prolétariat qui est intéressé à une expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire à la suppression de la propriété privée et de la propriété capitaliste. Nous savons également que les intérêts de classe de la bourgeoisie la poussent à défendre ses privilèges.

Toute une série de facteurs politiques a déterminé la possibilité de mettre la petite bourgeoisie mécontente, rebelle, au service de la révolution ou de la réaction.

SOCIAL - DEMOCRATIE

En face des conséquences désastreuses de la guerre mondiale, déchaînée par les gouvernements pour défendre les intérêts de la rapacité capitaliste, en face du fait évident, visible pour chacun que la misère générale actuelle découle non pas du dénuement mais de l'abondance, c'est-à-dire qu'elle découle du régime lui-même, étant donné que les classes moyennes seront, elles aussi, impitoyablement écrasées sous les décombres du capitalisme, on devrait en somme considérer comme naturel que les petits bourgeois et les petits paysans s'allient à la classe ouvrière pour conquérir des conditions d'existence meilleures. Comment s'expliquer que l'on ait réussi à gagner la presque totalité des masses petites-bourgeoises à la cause des intérêts fascistes et capitalistes, que l'on ait réussi, avec leur aide, à ruiner les organisations ouvrières et à livrer le prolétariat désarmé à une exploitation illimitée ?

La décadence du capitalisme n'aurait pas conduit à une pareille explosion de la réaction la plus noire et à la destruction des organisations ouvrières, si la politique des partis ouvriers compétents et la position des syndicats n'avaient favorisé le fascisme d'une façon inouïe. Il serait inimaginable, autrement, qu'à une époque où, à beaucoup d'égards, se réalise littéralement ce que Marx avait déjà prédit dans le manifeste communiste, le mot « marxisme » ait pu devenir un sobriquet qui aida à pousser les brebis petites-bourgeoises dans les étables du grand capitalisme.

Prenons la politique de la Social-Démocratie. Depuis août 1914, c'est, objectivement parlant, de la trahison de classe. Lorsque, dès la déclaration de la guerre, elle se mit à adorer ce qu'elle avait brûlé, et à brûler ce qu'elle avait adoré, elle piétina les idées socialistes et s'abassa au rôle de servante de la bourgeoisie.

Lorsque, après la dégringolade de l'impérialisme allemand, éclata la demi-révolution de novembre 1918, les Ebert, les Wels, les Noske et autres employèrent des moyens sanglants pour empêcher les travailleurs de transformer la demi-révolution en révolution véritable et d'écarter la bourgeoisie une fois pour toutes du pouvoir économique et politique.

Les concessions qui étaient la rançon de la bourgeoisie à la révolution de novembre (journée de 8 h., nouvelle législation du travail, conseils d'usines, droit de vote général, constitution de Weimar) ce fut le P.S.A. qui les présenta à cors et à cris comme le début d'une ère nouvelle. Dans une période où le maintien du système capitaliste exigeait un abaissement continu du niveau de vie de la classe ouvrière, où la bourgeoisie était dans l'impossibilité d'affirmer son système par ses propres forces, ce fut le P.S.A. qui fournit à l'état capitaliste des accusateurs et des bourreaux en la personne de ministres, de préfets de police, conseillers de district, etc., permettant ainsi aux nazis de rejeter sur le « marxisme » la responsabilité de toute la souffrance et toute la misère causées par le maintien du système capitaliste. Avec sa politique de coalitions, de luyvements, de tolérance et de capitulations, elle a discrédité, émasculé, affaibli le mouvement ouvrier et favorisé de toutes les manières le jeu du fascisme.

Ce que les Ebert, les Braun, les Severing, les Breitscheid et leurs camarades commirent dans le domaine politique, Leipart, Grassmann, Tarnow l'arrangèrent sur le terrain des syndicats. Les politiciens social-démocrates ont toléré une politique de vol des salaires, la décadence de la politique sociale. Pleins de cette bêtise satisfaite que Rosa Luxembourg avait déjà stigmatisée un quart de siècle plus tôt, les chefs de syndicats réformistes contribuèrent activement à l'attaque contre les salaires et les allocations. C'était la politique de ce qu'on appelait « le moindre mal » qui consiste en ceci : les gens qui s'octroient le titre de représentants des travailleurs acceptent avec un doux sourire tous les coups dirigés contre la classe ouvrière parce que, sans cela « il pourrait peut-être arriver pire ».

Agir ainsi était un véritable suicide même du point de vue social-démocrate — l'essor sans exemple du fascisme le prouve assez.

Qu'est-ce qui poussait le P.S.A. à ce suicide méthodique ?

On ne comprendra la politique des leaders politiques et syndicaux social-démocrates que si on se rend compte qu'il n'y a rien de plus épouvantable pour cette catégorie de gens que l'action révolutionnaire du prolétariat. « JE HAIS LA REVOLUTION COMME LE PECHE MORTEL ». Ces mots que l'ancien président du P.S.A. et premier président du Reich, Ebert, dit au prince Max de Bade lors des journées de novembre 1918, ces mots sont valables pour tous les leaders social-démocrates de quelque importance. Or, depuis le commencement de la crise mondiale en 1929, la situation était devenue telle que chaque mobilisation des larges masses ouvrières pour des raisons politiques, comme chaque combat syndicaliste important, présentaient la possibilité de complications révolutionnaires. C'est ce que messieurs les réformistes voulaient éviter à tout prix. Il s'ensuivit que, dans cette crainte, il ne voulurent plus se risquer à des mobilisations de masses même dans des buts syndicaux limités, même dans des cas d'autodéfense les plus nettement caractérisés. Voilà pourquoi les leaders social-démocrates, quoique disposant à la fin d'une grande puissance, se trouvaient complètement désarmés en face de leurs adversaires réactionnaires et fascistes. Voilà pourquoi le ramassis disparate du P.N.S.A. put simplement balayer le P.S.A. qui comptait 1 million de membres et contrôlait les syndicats, forts de 4 millions d'adhérents.

PARTI COMMUNISTE

Mais que fit le P.C.A. ?

Les barrières, derrière lesquelles expirèrent les leaders du parti et des syndicats social-démocrate, n'existaient évidemment pas pour le « seul parti révolutionnaire du prolétariat allemand » comme le nommaient ses porte-paroles. Pourquoi alors, le P.C.A. n'a-t-il pas conduit la cause ouvrière au-delà du point que le P.S.A. contre-révolutionnaire ne pouvait dépasser ?

Le P.S.A. réformiste était contre-révolutionnaire par son programme comme par sa nature, c'est ce qui l'a perdu. Mais le P.C.A. se réclame de mots d'ordre révolutionnaires. Et nous sommes d'avis que les 15 dernières années ont été une chaîne ininterrompue de preuves en faveur des conceptions communistes fondamentales sur le parlementarisme, la démocratie, les conseils, l'inévitable dictature du prolétariat, la guerre, la Société des Nations, les arbitrages, pour ne nommer ici que les questions les plus importantes. En plus de ses conceptions démontrées justes, le P.C.A. pouvait encore s'appuyer sur le prestige énorme de la révolution russe, sur les résultats positifs obtenus par le pouvoir soviétique, sur l'aide matérielle de la III^e internationale.

On pourrait penser que dans des conditions pareilles, à une époque qui appelait la solution révolutionnaire, le P.C.A. réussissait assez facilement à mettre le P.S.A. au pied du mur et à gagner une influence décisive sur les travailleurs allemands.

Il n'en fut rien, comme on sait. Lorsque, le 20 juillet 1932, les chefs du P. C. A. lancèrent l'appel à la grève, ils ne furent écoutés de personne. La semaine même où, aux élections législatives, le P. C. A. obtint le plus grand nombre de voix qu'il ait jamais atteints, il entreprit une tentative de grève limitée d'avance à dix minutes. Cette grève, qui devait avoir lieu à l'occasion des obsèques de deux ouvriers tués par la police, finit par un fiasco cuisant. Dans tout le Grand-Berlin, et malgré une propagande intensive de plusieurs jours, la grève ne fut faite que dans une seule entreprise, employant 300 ouvriers.

Lorsque l'impuissance de la bureaucratie du P. C. A. éclatait à tous les yeux, comme en juillet 1932 ou en mars 1933, il rejetait toute la faute sur la social-démocratie. Comme nous l'avons vu, la liste des fautes du P. S. A. est en effet fort longue. Mais il nous semble que justement le P. C. A. devait arriver d'autant plus facilement à vaincre le P. S. A. et à conquérir une position dominante à l'intérieur de la classe ouvrière. On ne peut donc en aucune façon admettre que l'impuissance du P. C. A. ait été causée par la faiblesse du P. S. A.

Il se pourrait bien plutôt que le P. C. A. ait été incapable de gagner les ouvriers social-démocrates, à cause de la fidélité de ces derniers à leurs organisations.

Mais ce reproche n'est pas bien important non plus, comme le prouvent les faits historiques. En 1923, par suite de l'occupation de la Ruhr et de la résistance passive, l'Allemagne traversa une lourde crise. Le mark s'effondra. Les classes moyennes furent expropriées par l'inflation, les travailleurs mis au désespoir par les chiffons de papier dont la valeur tombait d'heure en heure.

Il est vrai que les chefs de l'Internationale communiste et

du Parti communiste allemand avaient fait des erreurs graves. Pendant les premiers six mois ils sous-estimèrent les possibilités révolutionnaires autant qu'ils les exagèrent dans la grève Kuno (juin), finalement, en automne, ils furent incapables de faire quoi que ce soit pour avoir entrepris trop peu au début et trop par la suite. C'est une chose bien regrettable mais caractéristique des usages qui se sont introduits dans l'Internationale communiste depuis la mort de Lenine : qu'il n'y ait eu jusqu'à ce jour aucune discussion tant soit peu sérieuse sur la politique de 1923. Toutefois s'il est nécessaire de prévenir le retour de toutes les fautes commises alors, s'il est nécessaire d'en tirer des enseignements, il ne faut pourtant pas que les critiques de la politique de 1923 (*) vident l'enfant avec l'eau de la baignoire.

*) A cette occasion, je me permets quelques observations à propos des déclarations de Kurt Landau.

1) K. L. fait de moi celui qui a lancé le social-fascisme en se basant sur un compte rendu non revu par moi d'où il ressort que j'ai pu employer l'expression « social-fascisme » en janvier 1924 (et non pas 1923).

Au lieu de s'appesantir sur cette circonstance insignifiante les gens sérieux devraient plutôt considérer que j'ai toujours été l'un des adversaires les plus décidés et les plus inébranlables de la théorie du social-fascisme due, suivant le témoignage de Fritz Heckert à « l'incomparable clairvoyance du camarade Staline », théorie qui a beaucoup contribué à la destruction du mouvement ouvrier allemand.

2) K. L. se donne aux lecteurs de « Masses » pour un représentant de « l'aile gauche du P.C.A. » Le même K. L. qui présente aux lecteurs des données très détaillées et inexactes sur le nombre d'adhérents du Parti socialiste ouvrier, oublie, naturellement de leur parler de « l'aile gauche du P.C.A. ». Il serait intéressant de le savoir non seulement pour montrer, les méthodes de K. L., mais aussi parce qu'il y a encore des gens qui croient à la possibilité de réformer le P.C.A.

Dans ces conditions, il est évidemment dommage que K. L. ait fait le silence sur la force de l'aile gauche du P. C. A., qu'il représente. Nous comblerons cette lacune par cette constatation que le nombre des fidèles de K. L. ne dépasse pas trois douzaines sur toute la surface de l'Allemagne.

3) Pour ce qui est du nombre d'adhérents du S.A.P., on le fixait autrefois à 50.000, mais, par suite de données rassemblées par moi en ma qualité de trésorier du parti, j'ai fait connaître, dès 1932 à l'ensemble des membres qu'en réalité leur nombre n'a jamais dépassé 28.000. Après toute une série d'échecs aux élections, après la scission de l'aile opportuniste du parti, conduite par Seydewitz et Rosenfeld, 15.600 membres étaient encore représentés, au dire des chefs de districts au congrès illégal du parti le 12 mars 1932, ce qui est une preuve de l'extraordinaire fidélité des affiliés. Evidemment, le S. A. P. a subi, depuis, de lourdes pertes dans certains districts. Son organisation reste cependant active. La liaison est conservée avec tous les districts. Certains districts possèdent actuellement plus de groupes locaux et même plus de membres qu'au début de l'illégalité. Le nombre total des adhérents dépasse actuellement 10.000.

4) Si K. L. ne veut pas qu'on l'accuse d'avoir colporté des bavardages sans fondement, il aura l'amabilité de dire où et quand j'ai « depuis longtemps déclaré que Staline désirait la victoire en Allemagne du nationalisme extrémiste ». Si le lecteur veut savoir ce que je pense en réalité de Staline et ce que j'ai dit dans différentes occasions, il pourra le trouver dans mes écrits.

Personne ne contestera que la crise de 1931-33 est infiniment plus grave que celle de 1923. Contentons-nous de rappeler qu'il existait alors une conjonction de soldes et qu'il n'y a presque pas eu de chômeurs. Mais, alors que vers la fin de 1923 de nombreuses critiques ont affirmé que l'influence du P. C. A. sur les ouvriers était suffisante pour conquérir le pouvoir, personne n'a prétendu, après mars 1933, que le P. C. A. fut capable d'accepter le combat avec chance de succès, grâce à son influence. Le fait qu'en 1923 les chefs du P. C. A. aient pu sérieusement croire son influence suffisante pour entreprendre la lutte pour le pouvoir, prouve que le P. C. A. a eu beaucoup de succès dans ses efforts pour gagner les masses.

En effet, en 1933 le P. C. A. avait complètement perdu le contrôle des syndicats. Mais en 1923 la situation était toute autre. Lors des élections à l'union allemande des métallistes, qui comptaient alors près d'un million de membres, l'opposition obtint la majorité des votes (mais non des mandats). Dans l'union des métallistes de Berlin, les oppositionnels, dont j'étais le chef, obtinrent 54.000 voix, contre 23.000 seulement aux réformistes. L'influence du P. C. A. sur les ouvriers social-démocrates se manifestait non seulement par l'entrée en masse de ceux-ci dans les comités de contrôle et les « centaines », mais encore à l'intérieur même des groupements locaux social-démocrates. Ces groupements se prononcèrent par centaines pour la dictature du prolétariat contre la politique de la direction de leur parti.

S'il n'a pas été possible de mettre ces fruits mûrissants dans les granges du P. C. A., c'est surtout par la faute de ces fomenteurs de panique ultra-gauches, soutenus par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, qui réussirent à tourner la déception de nombreux ouvriers révolutionnaires contre certains chefs du P. C. A. Il faut mentionner que lors d'une séance décisive du Comité central du 4.12.23, H. Brandler et A. Thalheimer soutinrent, par leur conduite bornée, les menées de semeurs de panique et contribuèrent à causer un lourd dommage au parti.

Mais n'en parlons plus maintenant. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est qu'il a été démontré en 1923 qu'un parti communiste doté d'une politique juste est en mesure de gagner une influence décisive sur le mouvement ouvrier.

Si le P. C. A. n'y a plus réussi durant les dix dernières années, malgré des conditions objectives aussi favorables que possible, c'est uniquement à cause de sa fausse politique. On peut dire sans exagération que le P. C. A. a mené, à peu près dans tous les domaines, et surtout ces derniers cinq ans, une politique foncièrement erronée, et qu'il y a fait à peu près le contraire de ce qui aurait dû être fait dans l'intérêt de la révolution.

Dans le domaine des syndicats, il n'accorda aucune attention au fait décisif pour l'opposition, que, dans le capitalisme déclinant, il y a de moins en moins de chances de succès pour une lutte uniquement syndicale et qu'il y a lieu, par conséquent, de choisir d'autres méthodes de lutte. Il s'orienta, au contraire, comme si la lutte syndicale était seule capable d'arracher aux entreprises des concessions importantes. 95 % au moins de tentatives faites par les unions révolutionnaires et par l'action du R. G. O. finirent par un échec. Cela nuisit aux intérêts des travailleurs, discrédita l'opposition, renforça la position des réformistes et facilita le jeu du fascisme.

En s'appuyant sur la théorie du social-fascisme le P. C. A. se ferma l'accès aux travailleurs social-démocrates. Avec sa politique de « front unique par la base seulement » elle sabota en réalité toute politique de front unique, à la grande joie des Severing, Wels, Leipart et autres.

La politique communale, la politique menée dans les organisations de masse subsistant à côté des syndicats fut simplement désastreuse.

Une résistance effective dans les rangs des membres du parti contre cette politique de catastrophe était empêchée par l'incroyable fluctuation (3). Dans ces conditions, les critiques manquèrent d'écho et il fut facile à la bureaucratie de diffamer, abaisser, punir et exclure du parti tous les metteurs en garde gênants.

C'est ainsi que la politique du P. C. A. permit au réformisme d'affirmer son influence sur les couches importantes de la classe ouvrière, malgré sa faillite depuis longtemps évidente.

La situation ainsi créée favorisa le fascisme d'une façon inouïe. Nous avons déjà dit que la petite bourgeoisie est incapable de mener une politique de classe autonome et qu'elle peut être mise au service soit des intérêts capitalistes contre-révolutionnaires, soit révolutionnaires prolétariens. A ce point de vue aussi, l'expérience de 1923 a montré qu'il est possible, avec une politique judicieuse, de gagner une partie des couches moyennes à la cause du mouvement ouvrier et de neutraliser les milieux dominants de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie.

En 1923 les circonstances subjectives étaient plus favorables au fascisme que jamais. L'occupation de la Ruhr fut la cause extérieure de l'inflation qui expropria la petite bourgeoisie. La situation fut donc excellente pour fouetter les instincts fascistes. On se rappelle, en effet, que le mouvement fasciste eut un essor assez fort pour que les Hitler-Ludendorff se soient imaginé qu'ils étaient capables de prendre le pouvoir par la force.

C'est un fait capital qu'en 1923 la vague révolutionnaire ait monté infiniment plus vite et plus fort. Des dizaines de milliers de petits bourgeois et de petits paysans étaient alors neutres vis-à-vis du P.C.A.

Ce qu'on avait obtenu en 1923 vis-à-vis des classes moyennes, aurait pu être obtenu encore beaucoup plus facilement en 1930-33 par une politique appropriée du P.C.A. La petite bourgeoisie a longtemps hésité. Pendant longtemps encore elle a mis ses espoirs dans tous les vieux et nouveaux partis petits bourgeois, avant de se jeter dans les bras du fascisme. Les élections de

(3) En mars 1932, la bureaucratie du P. C. A. reconnut officiellement qu'à une conférence de fonctionnaires du parti de Grand Berlin, la moitié des fonctionnaires était membres du parti depuis moins de six mois et que 50 0/0 de cette moitié n'appartenaient au parti que depuis trois mois au plus.

1928 donnèrent encore la victoire à ce qu'on appelle « la gauche ».

Mais comme les espoirs des larges masses furent lourdement déçus par le cabinet Hermann Müller, comme le P.C.A. ne sut pas élever ces masses déçues au-dessus du P.S.A. par une politique juste, comme, par conséquent, il ne pouvait pas être question d'une politique

question d'une politique prolétarienne sûre de ses buts, audacieuse, éveillant la confiance, — le fascisme réussit à capter complètement la petite bourgeoisie et à détruire avec son aide les organisations ouvrières.

LES GROUPES D'OPPOSITION

Tout cela n'arriva pas à l'improviste. Dans le camp réformiste comme dans le camp communiste les voix n'ont pas manqué qui prédisaient cette fin à moins d'un changement de la politique du P. S. A. et du P. C. A. Partout on a mis les critiques à la porte. Du côté communiste naquirent diverses organisations oppositionnelles en dehors du parti. Le P. S. A. exclut en 1931 l'aile extrême-gauche. Comme l'orientation des exclus et de ceux qui se solidarisaient avec eux leur fermait le chemin du P. C. A., et comme aucun groupe communiste organisé n'a su se mettre en contact avec l'opposition social-démocrate, celle-ci en vint à fonder un nouveau parti. En octobre 1931 fut fondé le parti socialiste ouvrier. Dans le plus fort des groupements communistes oppositionnels, le K. P. O., eurent lieu des divergences importantes relatives à la position à prendre par rapport au nouveau parti.

Les partisans de Thalheimer et Brandler déclarèrent que le S. A. P. avait tous les caractères d'un parti centriste et qu'il était impossible à son aile révolutionnaire d'avoir la majorité. C'est pourquoi ils se donnèrent pour devoir de démolir le S. A. P. Contrairement à cette conception doctrinaire et fautive, la minorité attirera l'attention sur ce fait, quoique de composition très hétérogène, le S. A. P. comprenait une grosse majorité de jeunes travailleurs affranchis du réformisme et décidés à faire du S. A. P. un parti vraiment révolutionnaire.

C'était donc le devoir du K. P. O. d'aider les camarades dans cette tâche. Elle devait donc se donner pour but non pas sa démolition, mais sa conquête. Cette conception minoritaire fut brutalement écartée par la majorité du K. P. O., qui soulignait à cette époque qu'elle n'était pas un parti, mais seulement un courant communiste. A ceci vinrent s'ajouter les divergences relatives à la question russe. Particulièrement H. Brandler qui, en 1924-26, peignait le développement soviétique en couleurs grises, se mit à faire, pour des motifs opportunistes des embellissements dangereux. Lui et ses amis refusèrent obstinément de reconnaître les véritables motifs de la fausse politique de l'I. C. Ils ne manquèrent pas de dureté à l'égard du P. C. A. A moi, par exemple, H. Brandler a déclaré textuellement dans une réunion du K. P. O. de Berlin à l'adresse de la direction du P. C. A. :

« Ces gens n'auraient pas fait d'autre politique s'ils étaient à la solde de la contre-révolution. » A la même époque A. Thalheimer écrivait dans l'organe du K. P. O., à propos de la participation du P. C. A. au plébiscite fasciste : « Si on a un jour, sous la dictature du prolétariat, la possibilité de prendre connaissance des dossiers de la police, on verra peut-être les dessous de cette politique »

Mais lorsque dans la même circonstance la minorité proposa de faire une lettre ouverte des communistes du monde entier, accusant Staline de favoriser le fascisme et lorsque elle soumit, à la séance suivante, une motion à cet effet, A. Brandler déclara textuellement : « Tout ce qui est dit dans cette proposition est juste, mais nous sommes des politiciens et non des chercheurs de vérité. Et comme cela aura bien meilleur effet sur les membres du P. C. A. nous n'allons pas nous plaindre de Staline aux communistes du monde entier, mais de Thalmann devant Staline. »

Comme la minorité était résolument opposée à cette position, la scission devenait inévitable.

Par suite de cette divergence de vues un quart environ des membres quitta le K. P. O. et vint se joindre au S. A. P. Les anciens camarades du K. P. O. réussirent à s'assurer, de concert avec l'aile gauche, à l'intérieur du S. A. P., une influence suffisamment forte pour que les gauches aient obtenu 56 mandats sur 90 lors des élections de délégués au congrès du parti de janvier 1933. Toutefois, le parti avait été fondé trop tard

(4) En novembre 1923, les fascistes tentèrent, sous la conduite de Hitler de s'emparer du pouvoir à Munich. Cette tentative eut une fin grotesque pour cette cause surtout qu'un fort contre-poids communiste assura à la bourgeoisie une certaine liberté d'action vis-à-vis des nazis.

pour qu'il lui fut possible d'influencer dans une mesure appréciable les masses social-démocrates et communistes contre la politique, lourde de conséquences, de leurs chefs. Au beau milieu de la catastrophe du mouvement ouvrier, les opportunistes Seydewitz et Rosenfeld tournèrent le dos au S. A. P., en déclarant aller, les uns au P. S. A., les autres au P. C. A.

Le départ des pacifistes, centristes, opportunistes et anti-bolcheviks du S. A. P. diminua ses effectifs, mais en revanche le parti réussit à se créer, au prix de sérieux combats idéologiques, une conception unifiée sur toutes les questions importantes du mouvement ouvrier.

Le Congrès illégal du parti qui eut lieu le 12 mars 1933, donc à un moment où la terreur fasciste sévissait au maximum et où le P. S. A. et le P. C. A. ne donnaient pas signe de vie, restera inoubliable pour tous les participants par sa tenue élevée. Le parti décida à l'unanimité de prendre les mesures nécessaires pour la lutte illégale. Le congrès décida en même temps de chercher une liaison suivie avec toutes les forces réellement révolutionnaires existant à l'intérieur du mouvement ouvrier allemand.

Comme il fut bientôt clair que ni le P. S. A., ni le P. C. A. ni la II^e ni la III^e Internationale n'étaient susceptibles de tirer une leçon, nous espérâmes pendant un certain temps qu'il nous serait possible de faire collaborer le K. P. D. O. (groupe Braudler) avec nous, en vue de la création d'un nouveau parti communiste. Pendant les pourparlers qui eurent lieu à ce sujet à Strasbourg, H. Brandler déclara au nom du K. P. O. que ce groupement repousse l'idée de créer un nouveau parti et que son but reste toujours la conquête, réforme et réunion au P. C. A. Les chefs du K. P. O. se refusent obstinément à reconnaître les causes profondes de l'insuccès du P. C. A. et de l'Internationale Communiste et ne se gênent pas pour déclarer simplement que le P. C. A. « a été trop naïf » pour faire une politique couronnée de succès. Mais en dehors des Staliniens du K. P. O., le mot d'ordre du S. A. P. trouva une forte résonance dans les milieux les plus vastes. Non seulement nous arrivâmes à collaborer très étroitement avec une série de groupements locaux du P. C. A., mais encore et surtout, nous réussîmes à nous mettre en contact étroit avec des groupements d'opposition social-démocrates dotés d'organisations centrales et à aboutir avec eux à des conventions nettement définies. On put de cette façon créer des unions de lutte centrales et locales qui se soutiennent mutuellement pour le travail illégal, pour l'édition et la distribution de littérature. On peut voir sans exagération dans ces groupements le noyau du mouvement ouvrier futur.

La formation des cadres du nouveau parti demandera des années.

Mais il ne sera pas possible d'utiliser le mécontentement imminent des masses pour détruire le fascisme, tant que ces nouveaux cadres ne se seront pas formés dans la lutte illégale, tant qu'ils ne se seront pas montrés capables de tirer des leçons du passé l'arsenal théorique indispensable pour les tâches futures.

LE ROLE DE L'I. C.

Lorsqu'on examine le rôle joué par l'Union Soviétique dans la catastrophe allemande et de l'Allemagne hitlérienne, on est obligé de parler de la III^e Internationale. Par sa politique remplie d'erreurs, elle est entièrement responsable de l'horrible échec du P. C. A. Des erreurs particulièrement importantes comme la politique du R. G. O. et la collaboration au plébiscite fasciste contre le gouvernement social-démocrate de Prusse, lui ont été littéralement imposés par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Sans la fausse politique de l'I. C. l'Allemagne n'aurait pas maintenant Hitler pour chancelier d'Empire. Même les Brandlériens opportunistes sont forcés de reconnaître que « l'ébranlement profond de l'économie et de la société capitalistes par suite de la crise économique, offrait à la victoire du communisme les données objectives les plus favorables qu'on puisse imaginer ».

Ce qui a été fait en Allemagne, avant et après la prise du pouvoir par Hitler, par l'I. C. et par l'Union Soviétique découle à un tel point d'une politique foncièrement erronée, que les responsables n'osent plus se hasarder à étudier la défaite sans parti pris, à reconnaître les fautes commises et à dire franchement la vérité.

Nous voyons la raison de cette politique de l'I. C. dans la théorie opportuniste de construction du socialisme dans un seul pays. Nous ne doutons pas que les Staliniens aient désiré, eux aussi, une victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne, à condition que cela ne crée pas de complications.

Mais comme ils tiennent pour possible une édification du socialisme derrière les murailles des tarifs protecteurs et indé-

pendamment du mouvement révolutionnaire universel, ils s'efforcent avant tout d'éviter les complications internationales.

L'expérience montre qu'ils sont prêts pour cette raison à mettre une laisse à cette S. G. qu'ils ont déjà sans cela abaissée au rôle d'instrument de leur étroite politique nationale.

Plus la situation intérieure et extérieure de l'Union Soviétique est incertaine, plus les forces révolutionnaires à l'étranger sont fragiles, plus l'humeur du paysan russe est précaire, et plus les Staliniens auront de penchant à conclure des pactes de non-agression. Dans ces efforts plus que problématiques pour stabiliser l'Union Soviétique, les Staliniens sont forcés d'admettre la stabilisation de la Pologne, de l'Allemagne, de l'Italie fascistes. La théorie du socialisme dans un seul pays trouve son complément nécessaire dans un régime de sots dociles. Elle exige que les partis des autres pays ne fassent que ce qui semble utile à l'intérêt présumé de l'Union Soviétique. C'est à cela qu'il faut attribuer, par exemple, le patriotisme petit-bourgeois du P. C. A., qui du point de vue du renforcement du communisme devrait être brutalement écarté. Mais, en invitant la direction du P. C. A. à faire du plan Young le centre de son agitation, les Staliniens voulaient que le problème des réparations devienne l'axe de la politique intérieure allemande et que le bloc franco-allemand soit de cette façon rendu difficile ou impossible. Un bloc pareil était tout à fait possible il y a quelques années et il est clair que c'aurait été un bloc antisoviétique. La diplomatie soviétique a donc de bonnes raisons pour s'efforcer énergiquement d'empêcher ce bloc, mais on n'aurait jamais dû abuser du P. C. A. dans ce but. Or, cet abus est non seulement pour le P. C. A., mais encore pour l'Internationale Communiste une conséquence fatale de la théorie du socialisme dans un seul pays. Dans la mesure où les relations de l'Union Soviétique avec les puissances capitalistes deviennent régulières et stabilisées, le gouvernement soviétique et, par suite, l'I. C., sont obligés de renoncer à toute action vraiment révolutionnaire. Et l'I. C., en ne donnant qu'un simulacre de satisfaction au besoin d'action révolutionnaire, devient en réalité, et toujours davantage, un obstacle pour le mouvement révolutionnaire.

CONCLUSION

La catastrophe allemande a montré de la façon la plus claire, à quelles conséquences mène la politique stalinienne. Elle a détruit le mouvement révolutionnaire et créé une menace extrêmement grave pour l'existence de l'Union Soviétique.

La classe ouvrière allemande doit faire une étude approfondie des événements pour en tirer les leçons. Le meilleur service qu'elle peut rendre aux travailleurs allemands vaincus, c'est de se rendre compte qu'elle doit forger des partis capables de combattre journellement et avec succès pour les intérêts de la classe ouvrière, de briser l'influence de classe qui inspire également confiance aux classes moyennes et empêcherait qu'elles deviennent, comme en Allemagne, victimes de la démagogie fasciste.

De plus, c'est, à notre avis, un devoir pour les camarades étrangers de soutenir les émigrés politiques et de fournir aux révolutionnaires qui mènent à l'intérieur de l'Allemagne et indépendamment de la II^e et III^e Internationale une lutte infatigable dure, les moyens matériels nécessaires pour continuer cette lutte et pour soutenir les prisonniers et les poursuivis.

Puisse chaque camarade de classe étranger comprendre qu'en aidant les lutteurs antifascistes allemands il s'aide lui-même.

Nous résumons :

1) Le fascisme est la marque même du déclin du capitalisme. Le capitalisme est devenu incapable d'assurer des possibilités de vie suffisantes aux masses. Ces masses se mettent alors en mouvement ; l'appareil politique de la démocratie s'effrite. Si le prolétariat échoue, le mouvement fasciste remporte la victoire. Ce mouvement de déclassés devient le glaive du capital financier. Le fascisme allemand est le résultat de la débâcle du mouvement prolétarien.

2) La social-démocratie a pleinement justifié la critique qu'en firent les communistes lors de la fondation de l'I.C. Elle est un parti ouvrier embourgeoisé et, comme tel, contre-révolutionnaire. Elle disparaît avec son terrain de lutte : la démocratie bourgeoise. L'anéantissement de l'influence social-démocrate, c'est-à-dire la conquête des éléments social-démocrates à une politique révolutionnaire de classe est la condition de la victoire du prolétariat.

3) La III^e Internationale subit une dégénérescence accrue au cours des dernières années. Ni sa stratégie (socialisme dans un seul pays), ni sa structure organique (centralisme bureaucratique), ni sa composition sociale (trop d'éléments dé-

classés, manque d'ouvriers d'usine dans les cadres), ni la qualité de ses membres (niveau théorique très bas, date d'adhésion trop récente), ni sa tactique, ne justifient son titre de COMMUNISTE. Tout au contraire, elle est devenue en chaque pays et plus que jamais l'obstacle du développement révolutionnaire.

a) Il est impossible de soutenir qu'un nouveau parti ne peut être fondé qu'après la TRAHISON avérée de l'ancien. Non, le nouveau parti doit être propagé à partir du moment où la politique sans remède, l'impossibilité de réformer l'ancien, deviennent incontestables ; le nouveau parti doit être fondé, quand ce fait devient connu, par l'examen historique, à un nombre suffisant d'ouvriers de l'avant-garde ;

b) Il est pareillement insoutenable de prétendre qu'on ne doit pas fonder un nouveau parti avant que l'ancien n'ait officiellement renoncé à ses principes. [Italbeimer].

Même en faisant abstraction de la nécessité d'examiner les principes par rapport à l'expérience historique et en négligeant le fait que l'I.C. avait déjà renoncé en fait à ses principes : nous, marxistes, jugeons sur la pratique et non sur les dogmes que l'on prétend respecter.

4) Les II^e et III^e Internationales ont été dépassées par le développement historique (étapes appartenant au passé du mouvement ouvrier). Bien qu'elles continuent à exister en tant qu'organisations, elles cesseront d'exister comme facteurs POSITIFS de la politique prolétarienne.

5) A l'ordre du jour de notre époque est inscrite la fondation du nouveau mouvement ouvrier. Il ne pourra se constituer que sur la base de la discussion approfondie et ouverte de l'expérience internationale. Le S.A.P. se considère comme un facteur significatif du mouvement ouvrier de l'avenir. C'est dans la lutte longue et riche en sacrifices, dans le purgatoire de l'illégalité fasciste, que naîtra le nouveau Parti Communiste Allemand.

J. SCHWAB. (S.A.P.)

Réouverture de nos groupes d'études

23, rue Mouffetard, PARIS-V^e

16 octobre à 20 h. 30.

Cours de Sociologie, par P. Kaan, Patri, M. Leiris, G. Bataille.

1. L'organisation de la production dans les Sociétés.
2. Les grandes formes d'oppression sociale.
3. Les formes libres de l'activité sociale.
4. Les grandes utopies sociales et le socialisme scientifique.
5. Tableau des formes politiques modernes.
6. Sociologie et Philosophie de l'Histoire.

Cours d'Economie Politique, par M. Collinet, E. Liebert, Thomas.

1^{re} année : Notions d'Economie Marxiste.

2^e année : a) La question agraire.

b) Cours supérieur d'Economie Marxiste.

Cours d'Histoire du Mouvement Ouvrier et Socialiste : A. Rosmer.

Cercles d'Etudes.

Architecture : L'Urbanisme et l'Habitation ouvrière.

Marcel Body : Histoire de la Révolution Russe.

Juan Rustico : Problèmes Politiques et Sociaux actuels.

NOS SOUS-GROUPES

4 cours d'Economie politique (1^{re} année) vont fonctionner incessamment à Clichy, à Suresnes, dans les XV^e et 20^e arrondissements. Nos camarades désireux d'y participer sont priés de se mettre d'urgence en rapport avec : Pour Clichy : Roger Duyck, 7, av. Anatole-France, Clichy (Seine).

Pour Suresnes : André Dumas, 70, rue des Chênes, à Suresnes (Seine).

Pour le XV^e Art : René Bonnet, 33, r. Jeanne, Paris-15^e.

Pour le XX^e Art : Roger Madeleine, 6, r. des Tourelles, Paris-20^e.

Dimanche 15 octobre, à 9 h. 30, 2^e visite de la mission Dakar-Djibouti, au Musée du Trocadéro.

AVEC LES MILITANTS DE LA CREUSE

— Ou vous ferez la révolution ou vous ferez la guerre !

Cette parole ponctuait les propos qu'échangeaient tout récemment des camarades de la Creuse réunis à Bourgneuf à l'occasion d'un comice agricole.

Parmi les stands improvisés, dans le brouhaha de la foule et les hurlements métalliques des haut-parleurs des groupes de travailleurs discutaient.

L'atmosphère de fête que l'on avait tenté de créer autour de cette manifestation régionale ne parvenait pas à faire oublier la dure réalité quotidienne. Et les travailleurs se soulageaient en lançant aux profiteurs de la politique et du négoce, venus de tous les coins du département se frotter aux officiels, des sarcasmes pleins de sourde colère et de méprisante vérité.

Autour des militants ouvriers qui s'entretenaient avec les camarades arrivés d'un peu partout, les groupes se formaient. Et la discussion roulait sur le blé invendable même à 90 francs le quintal, sur la baisse catastrophique des prix du bétail, sur la crise et ses misères, sur la réaction qui, même dans ce département, pourtant si profondément travaillé pendant un demi-siècle par des militants locaux d'une trempe exceptionnelle, relève la tête, et sur la guerre que chacun sent venir sans savoir au juste comment se prémunir contre elle.

Un des meilleurs militants de la région, militant dont les convictions ardentes et réfléchies sont en prise directe sur les intérêts immédiats et les aspirations profondes des travailleurs, je veux parler du camarade Marius Giraud, traduisait le sentiment de tous en préconisant, en face des périls qui, de tant de côtés, guettent la classe ouvrière et la classe paysanne, l'union des volontés révolutionnaires sur un programme d'action reléguant à l'arrière-plan les divisions de tendances pour opposer à la réaction montante et à la guerre le front d'airain des travailleurs.

— N'attendons pas de faire l'union dans les cimetières, disait-il, agissons tant que nous le pouvons encore.

Et le travailleur socialiste comme le travailleur communiste qui, hier, pour avoir trop identifié leurs intérêts de classe avec les nécessités changeantes de la politique de parti, se regardaient comme des adversaires inconciliables, comprenaient maintenant que le regroupement des forces ouvrières est devenu urgent et impérieux.

Sur l'estrade d'où allaient partir tout à l'heure une demi-douzaine de discours, les officiels s'installaient.

Tour à tour, préfet et sénateur, président réactionnaire du Syndicat agricole départemental et député socialiste (!) de la circonscription, prônèrent les mérites des travailleurs des campagnes, marquèrent l'ampleur de la crise qui sévit dans l'agriculture et suggérèrent des remèdes de rebouteux pour guérir le cancer qui ronge l'organisme économique de la société capitaliste.

Mais qui se souciait de ces discours ? Les groupes se reformèrent et les discussions repriront.

— Le mal qui étroit les campagnes

est le même que celui qui a ravagé la ville, entendait-on. Tenez, prenez Aubusson. Où sont ces admirables artisans dont le talent pour la fabrication des tapis rehaussait d'un lustre incomparable notre industrie régionale ? Ils ont dû, faute de travail, s'expatrier après avoir tenu jusqu'au bout de la patience et mangé leur dernier centime. Les pouvoirs publics ont laissé décimer cette élite de travailleurs. L'Etat, qui a jeté en ces dernières années des milliards de francs pour renflouer des banques ou des sociétés en déconfiture n'a rien fait pour sauver une industrie dont la renommée dépasse les frontières.

— La classe capitaliste a, pour l'instant, d'autres chats à fouetter que de s'occuper du sort de nos ouvriers d'art. Voyez Limoges, où l'industrie séculaire de la céramique est en train de disparaître. Limoges comme Aubusson, avait une réputation nationale et mondiale. Sauvegarder ces industries, leur créer des débouchés nouveaux, mettre au service de leur renommée une organisation technique et commerciale adéquate, telle aurait dû être la préoccupation constante des pouvoirs publics. Or ce qui intéresse les manufacturiers qui tiennent entre leurs mains les destinées de ces deux magnifiques industries, ce n'est pas le côté artistique du travail, mais le profit qu'ils en tirent. Et c'est pourquoi seule la société socialiste, en octroyant à ces industries, à ce moment collectivisées, les crédits nécessaires à leur réorganisation technique et à leur rayonnement, créerait, en même temps que des besoins nouveaux, les débouchés que la crise du système capitaliste a anéantis.

— Nous tournons dans un cercle infernal. Et pourtant combien de travailleurs ruraux font encore confiance aux profiteurs du régime. A la tête de nos syndicats agricoles que voyons-nous ? Des hobereaux, hommes de proie et d'argent, noms à particules et légionnaires de marque. Ils ne se contentent pas d'être de mêche avec le grand



Dessin de Cresson

négoce pour râfler nos produits à des prix de misère, ils cherchent à dresser les travailleurs des campagnes — et souvent ils y réussissent — contre des travailleurs des villes, représentés comme des fainéants, contre les petits fonctionnaires soi-disant inutiles et gagnant trop, et même contre l'instituteur communal, grâce auquel nous avons appris à lire. Ils nous détroussent, vivent d'escroqueries légales — les seules qui rapportent — et, comble d'astuce, transforment leurs victimes en défenseurs de leurs rapines et de leurs fortunes.

— Que faire ? Nous manquons d'hommes de confiance. Les organisations ont sombré dans la tourmente des luttes de fractions dont nous ne saisissons pas toujours le sens. Nous n'avons pour ainsi dire plus de guides. Ceux qui pourraient le devenir se tiennent à l'écart. Personne ne se soucie de nous donner des armes pour combattre efficacement l'ennemi installé jusque dans nos villages.

La guerre est un danger immédiat. Le Parti communiste, du moins sa direction, qui, il y a quelques années, faisait porter la plus grande partie de son activité contre ce danger, alors moins menaçant, a mis depuis une sourdine à son orchestre. Le Parti socialiste collabore à la défense nationale et justifie dès maintenant la guerre de demain par la nécessité de lutter contre l'hitlérisme et le fascisme. C'est le coup du « militarisme prussien qu'il faut détruire » qui recommence.

« Qui nous organisera pour lutter contre la guerre, contre la réaction, contre le chômage, contre les mesures que le régime nous impose pour se débarrasser sur nos épaules du fardeau de la crise qu'il aggrave de plus en plus en réduisant sans cesse le pouvoir d'achat des travailleurs ? Qui disciplinera nos énergies, qui nous indiquera les buts à atteindre dans les conditions actuelles ? En un mot qui nous rendra l'espoir, qui nous restituera la force ?

Tels étaient les appels qui montaient vers nous tandis que le soir tombait sur la vieille ville laborieuse de Bourgneuf et que bourdonnait dans nos oreilles cette obsédante vérité.

« Ou vous ferez la révolution ou vous ferez la guerre ! »

MARCEL BODY.



ABONNEZ-VOUS

Abonnement annuel : France 10 fr., Etranger 13 francs.

Adressez correspondance et mandats à J. LEFÈVRE, 23, rue Mouffetard, Paris-5^e.

PRIME AUX ABONNÉS

Chaque abonné peut choisir un des livres suivants :

Le Matérialisme Militant : Plekhanov ; Ludwig Feuerbach : Engels ; Les hommes du 1905 russe : Michel Matveev ; Ça, c'est du cinéma : Georges Altman ; Le Nuage dans le pantalon : Wladimir Maïakowski ; La Ruelle de Moscou : Ilya Ehrenbourg ; Lénine à Paris : Aline ; Copains : Chpiewski ; Paradis américain : Egon Erwin Kisch ; Le Rocier : Hermynia Zur Muhlen ;

Pas d'union sacrée

Répondant à l'appel de la Ligue contre l'antisémitisme dix mille personnes environ étaient venues à la salle Wagram écouter les plaidoiries de M^{rs} Moro-Giafferi, Henri Torrès, les discours de Bernard Lecache, Monnerville, etc...

J'y étais et je fus à la fois enthousiasmé et alarmé.

En fait cette manifestation était provoquée pour entendre proclamer de la bouche de deux grands avocats, l'innocence des accusés du honteux procès de Leipzig et la culpabilité du Ministre de l'Intérieur du Reich, Goering, et parlant de Hitler lui-même.

Je ne nie pas la bonne volonté des organisateurs du meeting, mais je suis effrayé de cette espèce d'union sacrée qui ce soir-là réunissait la classe ouvrière de Paris et des hommes qui n'ont avec elle rien de commun.

Lorsque M^e Monnerville, avocat à la Cour et député de la Guyane se présenta comme le défenseur des martyrs du régime hitlerien, je n'ai pu m'empêcher de penser que ce représentant d'un peuple opprimé aurait depuis longtemps, s'il l'avait voulu, mille occasions de protester contre l'impérialisme français qui courbe sous le joug ses frères de couleur.

Et j'ai eu un sourire amer lorsque Bernard Lecache, président de la Ligue contre l'Antisémitisme affirma dans un élan oratoire qui semblait le grandir, que son groupe avait désigné les otages qui répondraient de la vie de leur président d'honneur, Albert Einstein. Or, la veille, l'illustré mathématicien, le pacifiste convaincu (1), écrivait une lettre que les journaux bourgeois reproduisirent avec complaisance et dans laquelle il préconisait non plus seulement la défense nationale, mais la guerre offensive contre l'Allemagne d'Hitler !

Protester contre les atrocités hitlériennes c'est parfait. Mais, Bernard Lecache, il reste encore d'autres tâches à accomplir et d'autres protestations à élever. Il y a la répression qui sévit en Indochine et dans le pays que l'avocat Monnerville représente. Il y a actuellement plus de 30.000 hommes de troupe qui pacifient le Maroc pour la grandeur de la III^e République et le profit de la Banque de Paris et des Pays-Bas.

Il y a la tension impérialiste franco-allemande, et Rotschild, président du Conseil d'administration de la Compagnie du Nord, a commandé pour 3 millions de rails à la sidérurgie allemande, qui a financé Hitler, lequel, en attendant la guerre, se fait la main sur vos corréligionnaires.

Il y aurait encore bien d'autres protestations à faire.

J'ai peur quand j'entends Einstein affirmer la nécessité de la guerre contre Hitler.

J'ai peur de voir des travailleurs applaudir à ces paroles, et oublier les leçons de la guerre...

L'Union sacrée s'est faite à Wagram. Est-ce possible qu'elle pourrait se refaire demain dans la guerre contre Hitler ?

Le fascisme de Mussolini et celui d'Hitler ont la même origine : la décomposition du capitalisme et la ruine des classes moyennes. C'est cette cause qu'il faut détruire en brisant la dictature du capitalisme, qu'elle revête comme en France la forme pseudo-démocratique, ou comme en Italie, en Allemagne la forme fasciste.

Les travailleurs ont tout à perdre et rien à gagner dans l'union sacrée. Leur libération n'est pas entre les mains de ceux, qui, même quand ils sont bien intentionnés, comme à Wagram, ne sont pas des leurs. Seule la lutte indépendante du prolétariat contre toutes les formes de conservation sociale leur assurera la victoire. Mais qu'ils s'attendent ce jour-là à avoir contre eux les bourgeois sentimentaux de Wagram et n'oublient pas que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

A.G.Y. Brill

"S. A. MANN BRAND"

(L'Homme des sections d'assaut)

Le national-socialisme a ouvert le feu sur le front cinématographique. Nous avions cru — naïfs incorrigibles — à un éventuel Potemkine à croix gammée. Malheureusement, les sages-femmes chargées d'assister à l'enfantement du Potemkine aryen n'étaient que des faiseuses d'anges. S. A. Mann Brand, le premier film de la nouvelle époque aryenne de l'Allemagne, réalisé par Franz Seitz, n'a satisfait personne : ni le public qui, dès la deuxième présentation, a laissé passer le film dans le vide le plus complet, ni la presse, qui, malgré sa frayeur du fouet, n'a pas dépassé l'enthousiasme forcé du compte rendu de commande.

Le sujet du film est si plat qu'il ne vaut même pas la peine de le rappeler. Brand, l'homme d'assaut d'Hitler, est trop médiocre pour intéresser ceux qui sont, comme nous, habitués aux films « Far-West » américains.

La caractéristique du film, c'est la fin que poursuit le bruyant S. A. (homme d'assaut) : il ne s'agit pas d'attaquer les junkers qui ont escroqué, avec la fauseuse Orthilfe, plusieurs millions de marks à l'Etat ; pas plus que les entreprises industrielles ou les grandes banques dont la nationalisation était prévue dans les 25 points du programme d'Hitler ; ni quoi que ce soit se rattachant au capitalisme. Non, les S. A. s'avèrent un peu trop dangereux, dans la vie réelle, pour qu'on leur ouvre davantage les yeux par le cinéma. La fonction des S. A. consiste essentiellement — c'est la conclusion qui se dégage du film — à lutter contre le communisme. Mais même sur ce terrain, les cinéastes aryens ont échoué. Comme dans Camicia Négra, le film italien, dans S. A. Mann Brand, les communistes sont des types si grotesques, si faux et caricaturaux, qu'ils n'arrivent même pas à convaincre les petits-bourgeois amateurs de feuilletons. Der Film, revue dirigée et rédigée par des nationaux-socialistes, écrit à ce sujet :

« Montrer les communistes comme des terroristes extravagants, s'engouffrant dans les bâtiments mystérieux, se soulevant en compagnie d'agents russes et lançant des harangues imbécilles, revient à méconnaître la valeur du national-socialisme, des S. A. et de leur mission. Ce n'est pas avec de tels personnages qu'on arrive à donner une idée du véritable danger communiste... On ne saurait ainsi comprendre la grandeur de la lutte commencée en 1918... Dans ce film tout est présenté d'une manière personnelle et éhémère. Dans S. A. Mann Brand on a seulement le sentiment que ces communistes sont des bandits qu'on doit supprimer ; mais on n'a pas du tout la notion du danger mondial qu'ils représentent en réalité, et, par là, de la mission historique de l'Allemagne qui, est, précisément, d'en finir avec ce danger mondial. »

Le lecteur peut le voir : même les nationaux-socialistes ne sont pas satisfaits de leur produit. Une chose est de pousser au crime le Lumpenproletariat, et de déchaîner les plus bas instincts des petits-bourgeois affolés par la crise, autre chose est de réaliser une œuvre d'art.

M. Goebbels a dit dans un discours, que le Potemkine est un modèle à imiter par les

artistes nationaux-socialistes. Mais si l'audacieux ministre de la propagande avait tant soit peu de sens historique il saurait que les œuvres d'art du type Potemkine ne se décrètent pas. Pour que les cinéastes allemands puissent faire un film comparable à celui des Russes il leur faudra passer par un Octobre.

A l'heure actuelle, l'unique « matière première » qui pourrait servir de base à un art de masse et remplir les salles de projections se trouve dans les camps de concentration, dans les prisons, et dans les innombrables coins anonymes où l'on rédige et édite la presse illégale de la seule classe sociale historiquement appelée à créer un art de masse, cet art de masse qui fait soupirer M. Goebbels et que ne pourront pas lui donner tous ses petits-bourgeois plus ou moins terrorisés et terrorisant, pas plus que ses dames aryennes à longues nattes.

Mais soyons patients ! Un jour viendra, où, l'on fera en Allemagne des films comme le Potemkine. Alors, le jeune ministre de la Propagande pourra voir comment on s'y prend et ce qu'est un film de masse. Il va de soi que nous ne lui donnons pas l'assurance qu'il assistera à la présentation de ces films en sa qualité de ministre ; mais après tout, même dans la cour d'une prison ou dans un cinéma de quartier d'une ville quelconque on peut se faire une idée de la valeur esthétique de la masse, de cette masse qui, dans le film russe apparaît pleinement et organiquement unie, et qui dans S. A. Mann Brand, a le visage mou et affreux d'une collectivité alcoolisée.

Heinz Strasse.

Les Aveux de Goebbels

LE FANAL

L'article que nous reproduisons ci-dessous a été écrit par Goebbels le soir même de l'incendie du Reichstag et publié le 28 février dans le Volkischer Beobachter, organe officiel du Parti national-socialiste. Ce document, montre jusqu'à l'évidence que, dans son esprit l'incendie du Reichstag devait être le signal de l'écrasement du prolétariat révolutionnaire et de ses organisations de classe.

Le Reichstag brûle ! Les flammes montent hautes vers le ciel. Voilà un signal menaçant pour tous ceux qui ne voulaient pas voir, qui ne voulaient pas entendre, pour tous ceux que pendant quatorze ans ont mis sur le même plan cette organisation criminelle appelée Parti communiste, avec l'Allemagne nationale, pour ceux qui représentaient les adhérents de ce parti de bas-fond, comme des « enfants en politique », les élevant, les dolotant avec l'intention de les employer, le moment venu, contre la libre garde brune d'Adolf Hitler.

Il a fallu en arriver là pour que les plus récalcitrants ouvrent les yeux. Le Reichstag est en flammes. Trois S. A. et S. S. tombent dans une seule nuit, rien qu'à Berlin victimes des balles rouges. Par la violence, par le sang et la terreur, les sicaires bolcheviks veulent déchaîner la panique sur l'Allemagne et profiter ensuite de la vague d'horreur. Malheur au pays qui céderait maintenant, et qui dans un lâche renoncement, reculerait devant les méthodes tchékistes des criminels soudoyés !

Mais désormais c'est fini ! Il faut en finir radicalement ! Que peut-il arriver de pire : un communiste étranger, âgé de vingt-quatre ans, mandaté par les agents russes et allemands de cette peste mondiale, met le feu au Reichstag. S'en faut-il encore de beaucoup pour que d'honnêtes citoyens soient fusillés comme otages, pour que la canaille, sortant de ses repaires commence le pillage, pour que la populace ouvre les prisons et brûle les demeures paysannes ? Y a-t-il encore quelque chose d'assez bien

gardé contre l'attaque de cette bande sanglante ? Et peut-on appeler politique, cette organisation de la terreur, dont les méthodes politiques sont la dynamite et la torche ? Ne doit-on pas la signaler comme exclusivement criminelle et la traiter comme telle ? Et l'homme d'Etat, le gouvernement qui libérerait l'Allemagne de cet épouvantable fléau ne mériterait-il pas la faveur de Dieu ?

Fera-t-on encore une fois les choses à moitié ? Ne voit-on qu'un peuple de soixante millions d'hommes se levé pour crier au gouvernement : « Agissez ! Terminez-en ! Assez de contemplation ! Lutte sans merci ! Extirpez la peste de telle manière, que même le nom en disparaisse à jamais ». Les gens de la maison Karl-Liebknecht ne semblent voir dans ce gouvernement que le successeur des cabinets social-démocrates, des cabinets de la tolérance et de la faiblesse. Ils se sont terriblement trompés.

Aujourd'hui il n'y a plus à choisir. Ou l'Allemagne s'abîmera dans un flot de larmes et de sang, ou la nation donnera à Hitler la possibilité de préparer au « crachat » rouge une fin aussi rapide qu'impitoyable. Les flammes rouges qui montent de la coupole du Reichstag vers le ciel sombre de la nuit, seront un fanal pour toute l'Allemagne. Elles sont comme une torche ardente éclairant le pays, et montrant à la nation, le chemin de la libération. Nous voulons arracher cette peste, et Dieu nous aide ! Nous saurons arrêter les menées criminelles. Et nous le ferons si bien, que les furieux destructeurs de notre honneur et de notre liberté seront atteints jusqu'à la moelle.

Debout, nation allemande ! Lève-toi, et dicte la sentence ! Et que le 5 mars la sanction divine tombe sur la peste rouge mondiale à travers la voix du peuple !

Hitler veut agir ! Et Hitler agira ! Donnez lui le pouvoir ! Ouvrez les portes le 5 mars, pour que lui, le porte-drapeau de la Nation, puisse entrer avec notre étendard dans le nouveau Reich. Dr Joseph GOEBBELS.

LE PROCÈS DE LEIPZIG

La pression formidable de l'opinion publique internationale a contraint le gouvernement nazi à certaines concessions : présence de la presse étrangère aux séances du procès, audition de certains témoins, etc... On sent peser sur les juges un contrôle du dehors qui les gêne, les oblige à un peu de retenue à l'égard des accusés.

▲▲▲

Il ne faut pas que la vigilance se lasse. Déjà l'apparence de régularité du procès a été démasquée. Au lieu et place de Van der Lubbe, qui visiblement épuisé par les tortures et les brimades, refuse les dénonciations exigées, « déposeront comme témoins » les juges et les policiers qui l'ont interrogé. C'est-à-dire qu'ils vont se substituer à lui ! L'avocat Gallagher, invité télégraphiquement par Sack, cette fripouille, qui est sans doute en train, de préparer un mauvais coup, a été refoulé à la frontière, sans pouvoir approcher Leipzig. Déjà Dimitroff, qui les accule, a été publiquement brutalisé et menacé de se voir enlever la parole.

Il faut s'attendre à tout. Il faut donc continuer inlassablement, les manifestations de solidarité de plus en plus vigoureuses, les pressions énergiques sur les ambassades allemandes, maintenir vivant le contrôle sur cette farce qui veut aboutir à un monstrueux assassinat.

Rappelons-nous le cas Sacco et Vanzetti. Sept ans durant, on a pu empêcher qu'on les liât sur la chaise électrique. Quand on étudia ce procès, on y voit que si une faute — et une faute grave — fut commise par la défense, ce fut celle de vouloir ramener le cas de Sacco et Vanzetti à une erreur judiciaire. On mit alors, presque tout l'espoir dans les interventions privées auprès des autorités, dans les sociétés de gens libéraux épris de justice. Et si des manifestations, même puissantes, si des protestations dans les fabriques et devant les ambassades eurent lieu, cette action extérieure, cette mobilisation énergique des masses ne fut pas considérée comme l'essentiel de la défense. Les procédés purement juridiques, les télégrammes des personnalités, passèrent avant tout. Sacco et Vanzetti furent électrocutés. Nous ne savons pas s'ils auraient pu être sauvés. Mais dans la lutte de classe il n'y a pas d'erreur judiciaire. Le cas de Sacco et Vanzetti, comme celui de Leipzig sont bel et bien un complot policier, un coup de l'ennemi de classe. Et l'unique espoir de lui arracher ses victimes, est de mener le combat sur ce terrain. Il n'y a pas « d'habileté » avocassière, qui puisse remplacer cette action.

▲▲▲

Mais nous devons ajouter certaines considérations. En France, en Angleterre, un peu partout, on a vu s'élever des voix « généreuses » pour défendre les communistes en danger de mort. Nous devons serrer la chose de plus près. L'agitation pour les victimes du fascisme allemand doit en premier lieu servir ces victimes elles-mêmes. D'autre part, et indissolublement lié à cela, elle doit servir la lutte de classe du prolétariat international. Leipzig est un épisode, un dramatique épisode de cette lutte. Il ne doit servir en aucune façon, sous aucun prétexte — et le dire peut paraître paradoxal — à l'ennemi de classe. A l'ennemi de classe ici, en France, comme ailleurs.

On ne peut ignorer la campagne en même temps sournoise et éhémère de préparation à la guerre qu'on mène dans les pays dits de démocratie. A la base de cette campagne, il y a l'idée de la défense de la « démocratie » contre le fascisme ». Dans le Parti socialiste français, un fort courant prêche la défense nationale. Corrompre la conscience de la classe prolétarienne, voilà le principal enjeu de cette campagne.

Eh bien ! quand on voit tant de journaux, sur la « moralité » et « l'amour de la justice » desquels on est fixé, tant de gens de la bourgeoisie lever leur voix, indignée contre les crimes et les sévices des nazis, prendre parti pour les communistes de Leipzig, il faut comprendre ce que cela signifie. La plupart de ces gens ne se sont nullement amusés devant les massacres de travailleurs indochinois, les persécutions

inouïes, les procès monstrueux auxquels le gouvernement « démocratique » de la France, soumet les masses travailleuses. Or, les victimes indochinoises appartiennent au prolétariat au même titre que celles qui tombent sous les coups du fascisme allemand. Il faut le dire et le répéter.

Il accepte à ses côtés, tous ceux qui veulent travailler à sauver les inculpés de Leipzig. Il cherche même des alliés. Mais il ne doit pas être dupe de ses compagnons de route. La lutte de classe, sa lutte à lui n'a pas commencé au procès de Leipzig et elle ne finira pas avec ce procès.

L'agitation contre le fascisme allemand, menée d'une certaine façon, coïncide étrangement avec les intérêts de la bourgeoisie impérialiste française. Le prolétariat français ne doit pas tomber dans ce piège. Dans ce but il doit défendre, en même temps, les travailleurs indochinois, dénoncer l'entreprise criminelle du Maroc, où les troupes de la « démocratie » française, sous les ordres d'un gouvernement « bien à gauche » assassinent les indigènes, dévastent leur pays. Cette fois ce sont les troupes françaises qui ont pris l'offensive et entendent la conduire par le fer et dans le sang jusqu'au dernier rempart. Voilà un autre aspect de cette préparation à la guerre, à la prochaine grande guerre : on tient à avoir les mains libres dans les colonies !

Le prolétariat reconnaîtra les siens dans ce combat mené à fond. Il verra bien si tous ceux qui sont prêts à dénoncer le fascisme allemand, le suivent dans cette voie.

▲▲▲

Il y a encore un point à toucher : l'attitude de la Russie soviétique. Ici, nous voulons simplement reprendre les questions que se pose le prolétariat allemand en lutte contre Hitler.

Pourquoi le gouvernement soviétique n'agit-il pas ? Il est pourtant bien le représentant de la patrie des ouvriers du monde entier ? Il a des moyens économiques et politiques puissants.

Porquoi le Parti Communiste russe laisse-t-il ses masses dans l'inaction et l'apathie ? Le pouvoir soviétique est-il déjà si faible qu'il ne peut rien oser contre un gouvernement comme celui des nazis qui, lui, ne se prive pas d'adopter une attitude insolente, agressive, contre la Russie Soviétique ? Le directeur russe de la Derop, la compagnie russo-allemande de pétrole a été « suicidé ». Le secrétaire de l'Association des « Amis de la Russie » a subi le même sort. Les représentations commerciales russes à Berlin, à Hambourg, etc., ont été perquisitionnées et leurs employés malmenés. Enfin, le gouvernement nazi a tenu à Londres par la bouche de Hugenberg le langage qu'on connaît ou il traitait l'U. R. S. S. comme une colonie promise par Dieu à l'Allemagne.

L'U. R. S. S., selon les chiffres officiels, 13.700.000 adhérents ; de ce nombre, 13.200.000 appartiennent aux syndicats russes. Que devient la force de la centrale syndicale révolutionnaire si le prolétariat russe qu'elle a directement sous la main, ne bouge pas, n'agit pas solidairement avec celui des autres pays ?

Et que font les associations culturelles de toute sorte dans la Russie soviétique ?

▲▲▲

Goering et consorts ont besoin, c'est vrai, des cadavres des quatre communistes de Leipzig. De ce fait, une menace de mort certaine pèse sur eux.

Mais d'autre part ? le but que s'étaient proposés les incendiaires du Reichstag : écraser les organisations ouvrières allemandes, prendre le dessus sur leurs compagnons dans le gouvernement Hugenberg et les siens, est atteint depuis longtemps. Leur Coup d'Etat a réussi pleinement. Ils ne voudraient pas payer maintenant pour leurs victimes un prix hors de mesure. C'est là qu'il faut les prendre. La cause est loin d'être désespérée. Il faut que l'agitation populaire rebondisse, plus puissante encore. Les victimes peuvent être sauvées.

RUSTICO.



Les événements qui bouleversent les Etats-Unis retiennent depuis six mois l'attention du monde ouvrier. Les réformistes du B.I.T. et de la Fédération syndicale d'Amsterdam veulent y voir le triomphe de leur thèse affirmant la possibilité, dans les cadres du régime capitaliste, d'une économie dirigée capable de résoudre la crise. A en croire ces gens, Roosevelt à la manière d'un « despote éclairé » réaliserait le premier stade d'une transformation socialiste des Etats-Unis, par sa politique des salaires et des prix. Par une coïncidence qui n'est paradoxale qu'en apparence, le *Temps*, défendant avec une gravité de vieille fille vertueuse les « idées » économiques de J.-B. Say, aboutit à la même conclusion : « Roosevelt fait du socialisme ». Par contre, Mussolini, dans un article de la *Volonté* (11-7-33), exalte l'œuvre de Roosevelt comme imprégnée d'esprit fasciste. Qu'y a-t-il de commun entre ces appréciations où fascisme et « socialisme » (à la sauce bureaucratique) apparaissent comme frères jumeaux ? Nous n'avons pas la prétention, dans ce court article, d'épuiser un pareil sujet dont l'étude s'impose au mouvement ouvrier s'il ne veut pas livrer ses positions à l'ennemi de classe ; nous essaierons seulement de dégager quelques points du fatras des nouvelles contradictoires qui nous parviennent d'Amérique.

L'effondrement du système mondial de crédits, la faillite des Etats et des entreprises, ont porté un coup mortel à la politique d'expansion financière du dehors que les U.S.A. avaient pratiquée allègrement dans la période de prospérité. A l'intérieur, entreprises industrielles et agricoles se trouvaient sans clients, alors qu'elles portaient sur leurs épaules le poids énorme des dettes accumulées dans la période de prospérité. En mars 1933, l'industrie sidérurgique tombait à 19,5 % de sa capacité normale de production, et celle des automobiles à 27 %. Après une tentative avortée de déflation brutale, tentative qui aboutissait à la fermeture des neuf dixièmes des banques, Roosevelt dut se résigner à abandonner le dollar, pour ne pas voir le système économique se figer dans un arrêt de mort. L'embargo sur l'or amena, au milieu d'avril, la chute de la devise. Le budget général de 1931-32 se soldait par un déficit de 2.885 millions de dollar (1). Le Congrès autorisait le principe d'une émission de 3 milliards et une dévaluation de 50 % de la monnaie.

Quelles ont été les conséquences de cette mesure ?

1° Le remboursement des dettes contractées sur la base de l'or s'est effectué sur la base du papier déprécié ;

2° L'amortissement du capital fixe des entreprises s'est effectué sur la même base, diminuant ainsi les prix de production d'une manière réelle (et non fictive) ;

3° La baisse des prix or à l'intérieur a permis une politique extérieure de dumping. L'indice des prix or américains, qui était de 81,5 le 15 avril (2) contre 76,3 à l'indice européen, est tombé en juillet à 70,3 alors que l'indice européen montait à 79. Les exportations passaient de 105 millions en avril à 119 millions en juin (3). Les indices de production de l'acier et de la construction automobile croissaient respectivement jusqu'à 92,7 et 67,8 en juillet 1933 (3). D'après l'*American Federation of Labor*, le chômage diminuait de 1.500.000 personnes, mais en juillet il était encore de 11 millions 500.000.

LA N. R. A.

Au cours de cette période, il n'avait pas été publiquement question d'une intervention de l'Etat dans les rapports entre salariés et patrons. Mais la hausse du coût de la vie suit celle des prix de gros qui, exprimés en dollars-papier, augmentent de 20 % environ depuis le 15 avril.

En un mois, du 15 juin au 15 juillet, les prix de détail augmentent de 10 %. Voici quelques données extraites de la *Revue de la Fédération américaine du Travail* (4) :

Pommes de terre.....	57	% (*)
Farine	18	%
Farine	9	%
Beurre	10	%
Œufs	22	%

(*) 90 % supérieur aux prix de 1932.

L'aigle bleu pourra-t-il voler ?

L'EXPERIENCE ECONOMIQUE DE ROOSEVELT

Une vague de grève s'étend en Pennsylvanie, dans les mines et le textile. De nouveau, la bourgeoisie, sent qu'il faut tenter n'importe quoi pour prévenir une catastrophe. Sa panacée sera le mouvement du « National Recovery Act » (N. R. A.). Le président Roosevelt, entouré d'un cercle de techniciens constituant ce qu'on a appelé le « Brain Trust » (Trust de l'Intelligence), appuyé par des financiers de taille de B. Baruch et d'Owen Young, inaugure une politique d'intervention étatique. Bien que le président démocrate semble à chaque instant résoudre les questions par des procédés purement empiriques, il avait résumé ses idées dans un livre paru auparavant : *Looking toward* (Regards en avant). Il y défend la conception d'une économie capitaliste fondée sur la propriété privée et la loi du profit, mais contrôlée et réglée par une ingénierie permanente de l'Etat. L'idée fondamentale de la N. R. A., c'est l'augmentation de la consommation par l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, ce qui exige la réduction du temps de travail et une augmentation réelle des salaires. Cette idée, que nous retrouvons sous la plume des chefs socialistes et confédérés et qui consiste à dire aux capitalistes de retrouver gloire et fortune en produisant pour leurs ouvriers, est une très vieille absurdité. Rodbertus, Sombart et Ford l'ont répandue avant Roosevelt sans grand succès. La consommation ouvrière ne constitue pas un débouché pour le capitalisme pris dans son ensemble ; elle est un mal nécessaire à la production de plus-value qui est le moteur et le but du régime capitaliste...

Dans la Charte générale des industries promulguée en juillet dernier et qui a servi de base aux différentes chartes élaborées depuis, on trouve l'interdiction d'employer des ouvriers au-dessous de seize ans, la semaine de 35 à 40 heures, des salaires hebdomadaires minima de 12 à 15 dollars pour les employés, de 14 dollars pour les ouvriers, enfin et ceci n'en est pas le moins important : l'interdiction de dépasser les prix du 1^{er} juillet.

Dans le domaine syndical, la Charte reconnaît aux travailleurs le droit de s'organiser dans les syndicats indépendants du patronat et d'élire des délégués pour discuter avec celui-ci des conditions de travail. C'est là un fait nouveau dans l'histoire ouvrière des U. S. A., car la plupart des magnats de l'industrie n'admettaient dans leurs entreprises que les syndicats jaunes, les Company Unions entièrement sous leur direction. Parmi les différentes chartes signées, nous trouvons les conditions suivantes : dans la teinture, la semaine de 40 heures et 18 dollars ; dans le pétrole, 36 heures et un salaire de 14,4 à 19 dollars ; dans la sidérurgie, 40 heures et un salaire de 16 dollars ; dans l'automobile (sauf pour les usines Ford), un salaire de 14 à 15,05 dollars pour une semaine de 35 heures. Nous n'avons pas la place de rappeler ici ce qu'a été et ce qu'est encore la campagne du N. R. A. entreprise par le gouvernement. Une pression inouïe, une publicité tapageuse, la création d'une mystique nationale et « travailistes » autour du symbole de l'*Aigle Bleu* (insigne remis solennellement aux patrons qui ont accepté les chartes du travail), les appels à la

« joie du travail », la mobilisation des églises, universités et sectes, ont profondément influencé les grandes masses de la population déprimées par quatre ans de crise, de misère et de difficultés.

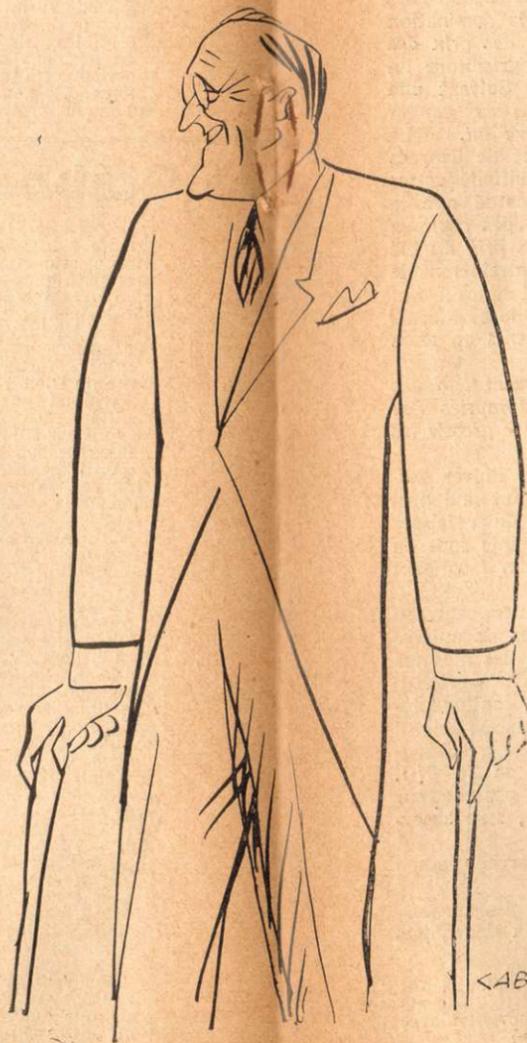
Pour contrôler l'économie et fabriquer l'opinion, siège à Washington un supercabinet économique de quatorze membres sous les ordres de Roosevelt. Il comprend trois membres du gouvernement, le directeur du budget et les présidents de dix comités dont les principaux sont : le comité de la « Restauration industrielle » dirigé par le général Hugh Johnson, le véritable dictateur de l'Industrie ; le comité de la « Reconstruction financière », embryon d'une banque d'Etat dont le rôle consiste à avancer des fonds aux banques privées et à garantir leurs avances aux industriels ayant adopté l'Aigle Bleu. Il y a enfin des comités pour les travaux publics, pour le crédit agricole, etc.

Le supergouvernement négocie avec les entreprises, intervient dans les conflits, règle les prix et publie chaque jour un communiqué du « front économique » où il exalte la lutte pour le redressement économique !

LE N. R. A. ET LE PROLETARIAT

Roosevelt a trouvé un allié fidèle parmi les chefs de l'*American Federation of Labor*. Leur reconnaissance est compréhensible si on constate que le gouvernement capitaliste leur octroie des pouvoirs que jamais ils n'avaient su conquérir par la lutte. Les syndicats de l'A. F. L., qui ne groupaient pas plus de 1.500.000 membres et qui n'avaient aucune base dans les entreprises, se voient maintenant imposés aux patrons comme aux ouvriers par la toute puissance du général Johnson. On estime à un million le total des nouvelles adhésions en un mois. Même chose parmi les mineurs où l'organisation de John Lewis, l'*United Mine Workers*, était traquée par le patronat le plus réactionnaire des U. S. A.

Roosevelt, après avoir été soutenu sur le plan électoral par l'A. F. L., cherche à utiliser les bureaucrates réformistes Green et Lewis pour une double besogne : d'une part, comme moyen de chantage, en brandissant l'arme de la grève contre les patrons récalcitrants ; d'autre part, pour prévenir dans la mesure du possible les grèves spontanées, sauvages, qui, dans la situation des U. S. A., pourraient prendre un aspect révolutionnaire. Cela s'accompagne d'une lutte renforcée contre les syndicats rouges. Dans la grève de 8.000 ouvriers de la chaussure à New-York, l'administrateur de la N. R. A., Whoten, déjà connu par ses exploits de policier contre les communistes, a interdit les piquets de grève et déclaré qu'« aucun syndicat communiste ne serait autorisé à représenter les ouvriers auprès des patrons qui ont signé la charte du N. R. A. (5). Quant au rôle de briseurs de grèves joué par les bureaucrates réformistes, il est clairement illustré par leur présence dans les comités d'arbitrage qui viennent d'être créés par le gouvernement. A côté d'une commission centrale d'arbitrage où Green et Lewis siègent avec Walter Teagle, de la Standard Oil, Gerard Swope, président de l'*Electric Company*, et des fonctionnaires du



gouvernement, se sont constitués dans chaque localité des comités du N. R. A. composés de sept membres dont deux représentants ouvriers, afin d'éviter les conflits.

Le premier acte de la Commission centrale d'arbitrage fut de décréter une trêve entre le capital et le travail pendant la durée d'établissement des chartes. Mais si les Green et Cie proposent, les ouvriers disposent. Les grèves et conflits se sont multipliés depuis le 1^{er} août. Grève de la soie (Pennsylvanie, New-York), grève du textile de Reading, grèves des mineurs (Pennsylvanie), grèves de la lingerie, de la teinturerie, de la chaussure et du vêtement (New-York), etc. Les buts de grève sont la reconnaissance des syndicats, l'augmentation des salaires, la réduction de la semaine de travail, réduction toujours insuffisante dans les chartes signées par les patrons. C'est ainsi que les ouvriers électriciens demandent la semaine de 20 heures au lieu de 36 heures, ceux de l'acier, la semaine de 30 heures au lieu de 40. D'après la revue socialiste *The New Republic*, grèves et conflits sont soutenus par les chômeurs qui trouvent insuffisant le réembauchage. Enfin, fait très important : les grèves du textile ont traduit la volonté des ouvriers de lutter contre l'accélération de la cadence du travail, moyen par lequel le patronat cherche à compenser les augmentations de salaire.

QUE REPRESENTE LE POUVOIR D'ACHAT OUVRIER ?

Les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam vantent, dans le N. R. A., l'augmentation des salaires ouvriers et celle du pouvoir d'achat de la classe ouvrière en général. Ils se fondent sur les déclarations du général Johnson qui, dans un discours radiodiffusé, déclarait qu'à la fin d'août 2 millions de chômeurs avaient été réembauchés depuis le début de la campagne de redressement, et que le montant total des salaires payés s'était accru de 1.500 millions de dollars. Nous n'avons actuellement aucune possibilité de contrôler la deuxième affirmation de Johnson, mais une statistique de l'A. F. L. permet de nous rendre compte du rythme de l'embauche. Voici les chiffres fournis par Green (les quatre premiers sont cités par le *Temps* du 27-7) :

Avril	470.000
Mai	310.000
Juin	600.000
Juillet	300.000 (environ)
Août	500.000 (environ)

Nous constatons immédiatement qu'environ 1.500.000 chômeurs ont été réintégrés avant l'application du N. R. A. et que celle-ci n'a nullement augmenté jusqu'à maintenant le rythme de l'embauche. La reprise du travail depuis six mois dépend principalement de la légère reprise de l'industrie mondiale et de la situation relativement privilégiée de l'industrie américaine en particulier depuis la chute du dollar. En admettant que chaque chômeur ait été réembauché au salaire de 14 dollars par semaine, ce qui est un maximum, au moins pour les chômeurs ayant repris le travail avant le N. R. A., on obtient une augmentation du pouvoir d'achat inférieure à 500 millions. Le milliard restant doit donc provenir des augmentations de salaire des ouvriers qui travaillaient auparavant.

Le Bulletin de la *National City Bank of New-York* de Septembre 1933 nous fournit les salaires hebdomadaires moyens pour un ouvrier non qualifié et le nombre moyen d'heures de travail par semaine pour vingt et une industries. En voici quelques exemples :

(1) Bulletin quotidien n° 8 182-183.
 (2) Paris-Midi, 7-9-33.
 (3) The Annalist, 8 sept.
 (4) Citée par l'Information (5-9).
 (5) Citée par The New Republic (6-9).

	Salaires hebdomadaires (en dollars)		Heures de travail	
	1926	Jun 1933	1926	Jun 1933
Automobiles	26,65	22,85	50,8	45,9
Chaussure	18,55	15,43	45,7	45,2
Produits chimiques.	27,72	18,45	53,4	50,7
Coton	19,34	15,49	51,1	52,9
Acier	27,15	15,31	55,1	47,2
Cuir et peaux	22,90	14,77	47,0	42,4
Teinture	22,12	17,59	47,7	43,8
Soie	24,44	17,62	52,3	46,1
Laine	20,68	17,16	47,2	50,4
Mécanique	24,49	15,35	50,0	37,6

Si, maintenant, on fait la moyenne des chiffres cités pour toutes les industries américaines, on trouve les résultats suivants :

	1926	Jun 1933
Salaires en dollars.....	23,28	16,30
Temps de travail.....	48,57	44,13

On déduit immédiatement de ces chiffres que le salaire moyen avant l'application du N.R.A. était supérieur au salaire minimum de 14 dollars imposé par la charte industrielle (sauf pour les mines où le salaire était inférieur à 14 \$). Or, si on compare aux salaires de juin dernier, les salaires moyens imposés par les chartes du travail que nous avons cités plus haut, on constate que ces salaires n'ont pas varié sensiblement (6) *ans le meilleur des cas*. Nous en trouvons une confirmation dans une dépêche envoyée à l'Information du 20 septembre, signalant que le nombre d'ouvriers occupés au 15 septembre représentait 74 % du nombre d'ouvriers en 1926 et que le total des salaires payés n'était que de 52 0/0 du total payé en 1926. En 1926, on comptait environ 34 millions de travailleurs et 2 millions de chômeurs permanents. Il y a donc actuellement environ 25 millions de travailleurs occupés. En 1926, le total des salaires se montait chaque semaine à 800 millions de dollars environ. Si nous tenons compte des pourcentages officiels, on trouve par un calcul très simple que le salaire moyen hebdomadaire en septembre 1933 est de 16,60 dollars par personne. En négligeant les erreurs d'approximation, on peut affirmer que le salaire nominal individuel n'a pas sensiblement varié depuis le N.R.A.

Nous sommes donc loin du bluff gouvernemental et réformiste. Mais, il y a mieux : la revue *The New Republic* déjà citée, nous raconte que sur les chantiers de la marine de guerre, *entreprise d'Etat*, la semaine a été réduite à 40 heures sans accroissement proportionnel des salaires, ce qui a impliqué une réduction de 17 % du salaire hebdomadaire. La fameuse réforme de Roosevelt, cela se réduit la plupart du temps au « short time » déjà mis en pratique par Ford depuis le début de la crise. Quant au réembauchage, il est aussi faible que la diminution de la semaine de travail est insignifiante. W. Green lui-même revendique pour l'industrie de l'acier une semaine de 30 heures et un salaire minimum de 18 \$ (*New Republic* 6-9). Mais la question du pouvoir d'achat réel n'est pas résolue, car tous les chiffres exprimés ci-dessus le sont en dollars papiers. Déjà au 1^{er} juillet, la hausse des prix de gros intérieurs était d'environ 20 0/0 sur avril 1933. La charte industrielle interdisait l'augmentation des prix de vente à partir du 1^{er} juillet, mais ce n'était là qu'une concession verbale aux masses impatientées. Nous lisons en effet dans l'Information du 8 septembre, que, d'après le *Wall Street Journal*, l'application du N.R.A. oblige l'industrie automobile à relever ses prix de vente de 20 0/0. Il est certain que le N.R.A. entraîne, toutes choses égales d'ailleurs, une augmentation de un quart sur les salaires hebdomadaires versés aux ouvriers.

(6) Sauf pour l'industrie automobile, où le salaire actuel serait bien inférieur au salaire fourni auparavant, la presse bourgeoise américaine voit dans ce fait une des raisons qui opposent Ford au réformisme du N. R. A.

Comme ces salaires représentent 20 0/0 du prix de vente d'après un rapport du « Department of Commerce » de Washington, pour 1931, une augmentation de 5 0/0 du prix de vente suffirait pour permettre aux capitalistes de conserver leur profit intact. On voit de quelle manière les capitalistes exploitent la situation créée provisoirement par le N.R.A.

Le rapport de la *National City Bank* pour septembre, nous indique que depuis avril, les prix de détail ont haussé de 18 pour cent et que, pour le mois de septembre, la hausse sera probablement accélérée. En effet, le gouvernement vient de décider que les prix de détail seraient invariablement égaux aux prix de gros + 10 0/0. Ce sont les experts eux-mêmes qui ont protesté auprès de Johnson. Ils « estiment que le pouvoir d'achat risque de fléchir. Ceci entraînera une recrudescence du chômage à un moment où la N.R.A. s'efforce de donner du travail à des millions d'ouvriers pour amener une augmentation de la capacité d'achat. » (Information du 21-9).

Nous voyons donc que si le salaire nominal se maintient, depuis le mois de juin, le salaire réel a déjà subi une baisse très sérieuse et avec lui le pouvoir d'achat total du prolétariat.

Il reste encore un point à examiner : la politique agraire de Roosevelt peut-elle amener une baisse des denrées alimentaires par conséquent, une baisse du coût de la vie ?

LA POLITIQUE AGRAIRE DE ROOSEVELT ET SES CONSEQUENCES

Le fermier joue un rôle considérable dans l'équilibre des forces politiques et économiques des U.S.A. Destructeur des tribus indiennes, défricheur du sol, il a implanté la domination bourgeoise d'un océan à l'autre ; mais la baisse des prix des denrées agricoles, l'industrialisation intense de l'agriculture l'a transformé en client et débiteur du capitalisme. Suivant une expression de Rosa Luxembourg « *Le fermier a le capital comme guide devant et comme bourreau derrière lui.* » La baisse continue des prix de matières premières et de denrées alimentaires depuis 1924, jusqu'à nos jours, a multiplié dettes et hypothèques à un rythme d'autant plus accentué que la détresse des fermiers coïncidait avec la sarabande des capitaux du temps de la « prospérité ». L'écroulement des prix du blé et du coton, la faillite des banques créditrices entraînèrent le krach de Wall Street en octobre 1929. Ce fut l'étincelle qui alluma la crise mondiale. Le prix du blé qui était de 154 cents par boisseau en 1926 n'était plus que de 44 cents en mars 1933 à la veille de la chute du dollar (7).

La somme des hypothèques s'élevait en ce moment à douze milliards de dollars. Les paysans insolubles, expropriés par les banquiers n'ont pas d'autres solutions que d'aller grossir les rangs des chômeurs ou de l'armée du « Bonus ».

Les fermiers ont assuré le succès de Roosevelt, l'hiver dernier, et ce vote aussi illusoire qu'il pouvait être, fut une protestation contre la politique de Hoover, politique du « laisser faire » et du « tout s'arrange ». Leurs représentants sont en majorité au Sénat (à cause de son mode d'élection favorisant les Etats de l'Ouest).

Incapables de soutenir la concurrence du fermier canadien les producteurs de blé, repoussés par les murailles douanières se sont tournés vers l'Etat, réclamant à grand cri des mesures immédiates pour les tirer de la ruine. A la veille de la promulgation du N.R.A., Roosevelt fit voter une loi de contingente (Farm act), instituant une taxe de transformation de 30 cents par boisseau dont le produit servait en partie à subventionner tout fermier qui réduirait ses emblavures de 20 0/0. D'après les renseignements incomplets que l'on possède sur la récolte du blé, il semble que celle-ci, médiocre, sera absorbée par le marché intérieur.

Examinons maintenant ce que représente le marché paysan pour les produits de l'industrie capitaliste.

C'est un phénomène spécifique de l'époque capitaliste moderne que la disparité entre les variations de prix des objets

(7) Pour se rendre compte du pouvoir de rémunération, il suffit de dire que le prix de revient par boisseau oscille entre 160 cents et 45 cents, suivant que l'on emploie la traction chevaline avec batteuse fixe ou la moissonneuse-batteuse (combinées).

manufacturés et celles des produits agricoles. A de rares exceptions près, les prix de ces derniers baissent par rapport aux prix des objets manufacturés. Nous n'avons pas la place ici d'étudier ce phénomène qui a un caractère mondial. Disons seulement qu'il a sa cause et dans l'industrialisation de l'agriculture qui permet aujourd'hui de moissonner et battre le blé dans un temps cinquante fois plus court qu'au 19^e siècle, et dans son extension aux pays dépeuplés d'outre-mer (8), extension qui a fait baisser la rente foncière absolue sur les produits du sol. Si nous comparons les pouvoirs d'achat du fermier américain dans la période d'avant guerre et aujourd'hui, nous trouvons les chiffres relatifs suivants (9).

Moyenne 1913	100
15 mars 1933	50
15 juin 1933	62
15 juillet	72
15 août	64

En mars dernier, la situation des agriculteurs était catastrophique ; ils furent les premiers à bénéficier de la chute du dollar qui diminuait dettes et amortissements, et qui provoqua une ruée des acheteurs en gros. Mais la hausse des prix industriels consécutive à l'application du N.R.A. a réduit de nouveau la capacité d'achat des agriculteurs. Pour la rétablir, il leur faudrait exporter du blé, lutter contre les blés canadiens et australiens sur le marché mondial. Les accords passés à la conférence de Londres limitent étroitement les possibilités d'exportation. Le gouvernement américain recule : il préfère limiter les emblavures, diminuer les cultures d'un cinquième. La production sera-t-elle diminuée selon le même rapport ? Certainement pas, car en l'absence de toute socialisation du sol, ce seront les plus mauvaises terres qui seront laissées en friche. La rente foncière diminuera, frappant ainsi les cultivateurs les plus pauvres, les moins bien outillés. Pour éviter, dans la mesure du possible, les convulsions sociales de petits fermiers, le gouvernement établit la taxe dont nous avons déjà parlé ; taxe qui augmente considérablement le prix du blé à la consommation, et par incidence le coût de la vie. Ce sont donc les consommateurs des villes, et en particulier le prolétariat qui font les frais du soi-disant plan de redressement de l'agriculture américaine.

Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière ne peut que continuer à diminuer dans les mois qui suivront.

Si on élimine tout bluff de la campagne de Johnson : « Achez immédiatement » ; si l'on pense que l'incertitude de l'avenir, oblige les diverses couches de la population à consommer plutôt que d'épargner, on arrive à cette constatation évidente, étant donnée la structure de la société capitaliste : dans la situation actuelle des débouchés, Roosevelt ne peut donner à une classe que ce qu'il prend à une autre classe. Il ne peut maintenir le profit consommable des capitalistes qu'en diminuant le pouvoir d'achat des ouvriers ; il ne peut conserver celui-ci qu'en ruinant le petit paysan ; et en ruinant le paysan, il empêche le profit capitaliste de se réaliser. Que l'on parcoure le cercle en sens inverse, on aboutit au même résultat. Tel est le cercle infernal des contradictions capitalistes.

EN PLEIN CHAOS

« Le programme de Roosevelt a échoué », déclare la revue *The New Republic* (6-9) et ce programme est incapable de ramener la prospérité. Après les ventes spéculatives de juillet, la ruée sur les marchandises et les valeurs, ce qui n'était qu'une mesure de retraite de tous ceux qui possédaient des réserves de dollars, le commerce et la production se sont de nouveau affaiblis. La production de l'acier qui avait atteint 59 % de sa capacité normale en juillet, n'était plus que de 50 % le 1^{er} septembre et de 41 % le 25 septembre et de 38 % au 1^{er} octobre (10), la production fléchit dans toutes les branches (énergie électrique, textiles, pétrole, etc.). La vente des automobiles après avoir atteint un maximum en juin, diminue au rythme moyen de 20.000 par mois (10). Or, la moindre stagnation et à plus forte raison un recul de la production signifie l'arrêt du mouvement d'embauche des chômeurs.

Pour pallier à cela, le gouvernement a lancé un programme de grands travaux publics avec un fonds de 3.300 millions votés

par le Congrès. Le gouvernement espère ainsi réembaucher un million d'ouvriers durant le mois de septembre. Mais cette somme sera vite épuisée et, en tout cas, elle ne permettra pas d'assurer un travail permanent pendant l'hiver. Quand le Congrès se réunira en janvier prochain, il devra donc trouver encore de l'argent. Où et comment ? Personne ne peut répondre à cela.

Or les traites industrielles signées pour une durée de trois mois, viendront en renouvellement au début de janvier 1934. Ce mois sera donc critique pour le sort de l'expérience Roosevelt. Tous les éléments d'une nouvelle crise du capitalisme américain grandissent en ce moment pour venir sans doute éclater au début de l'hiver prochain...

Maintenant, le grand problème pour le gouvernement consiste à tenir et à louvoyer au milieu des classes hostiles qui veulent chacune bénéficier du plan de redressement national.

Les acheteurs de marchandises ne payent pas vite ; aussi les industriels réclament-ils du crédit à cor et à cri ; mais les banques qui viennent d'être étrillées au printemps dernier et qui ont vu fondre leurs dépôts en même temps que le dollar montait fu la sourde oreille. Elles n'ont aucune confiance dans les perspectives de reprise industrielle. Malgré les supplications du Gouvernement, la convention des banquiers réunie à Chicago refuse de livrer tout crédit aux industries mal en point. L'industrie va-t-elle être frappée de paralysie ?

La « Reconstruction finance corporation » (R. F. C.) créée par l'Etat, propose la constitution de compagnies hypothécaires d'industriels et de commerçants recevant des crédits d'elle-même. Mais Wall Street qui contrôle la plupart des industries peut dormir tranquille ; la concurrence d'une nouvelle banque d'Etat ne l'effraye pas. Wall Street dont les yeux sont autant tournés vers le dehors que vers les U. S. A., veut la stabilisation du dollar, le rapatriement des capitaux qui se sont évadés sur toutes les places du monde. Elle a marqué un point en contraignant le ministre de l'Agriculture Wallace à faire une déclaration contre l'inflation réclamée par les fermiers ; elle en a marqué un autre en obligeant le gouvernement à rétablir dans l'U. S. A. le marché de l'or au cours mondial de Londres (avec le monopole d'exportation de l'Etat). Et pendant ce temps, fermiers et agriculteurs s'agitent : toute stabilisation nouvelle du dollar signifierait stabilisation de leurs dettes, c'est-à-dire stabilisation de leur misère. Ils veulent l'inflation et pour commencer l'émission immédiate des 3 milliards de dollars acceptés par le Congrès. Le congrès est avec eux ; Borah et le président de la Commission des Finances du Sénat, Pat Harrison, les soutiennent. Le sénateur Pittman (qui a fait déjà parler de lui à la conférence de Londres) veut l'émission d'une monnaie d'argent. Ils sont appuyés par les planteurs de coton qui vont en cortège réclamer une nouvelle monnaie.

Or, si l'inflation réclamée par les fermiers est adoptée, tout le plan du N. R. A. fondé sur la fixation des prix s'écroule ; la dernière barrière contre l'anarchie économique et un soulèvement général du prolétariat est volatilisée. Roosevelt sent le danger qui le menace lui et le régime capitaliste. Par la voix de son ministre de l'agriculture, il prêche la résignation aux cultivateurs : « Détruire 10 millions d'acres plantés de cotonniers et 5 millions de porcs aurait, avec juste raison, été qualifié de folie avant la guerre quand les U. S. A. étaient une nation débitrice ; mais actuellement, c'est de la sagesse et les agriculteurs américains ne doivent plus essayer de fournir le monde » (11). Le gouvernement préconise une inflation de crédit contrôlée. C'est là un dérivatif purement artificiel, une piqûre de morphine à un malade en convulsion...

L'expérience Roosevelt est une tentative désespérée et charlatanesque pour discipliner et contrôler l'anarchie capitaliste tout en respectant les lois du profit et l'appropriation privée des moyens de production et de circulation. Elle doit s'effondrer dans les convulsions sociales des forces de classe artificiellement bridées.

(Fin page 18.)
MICHEL COLLINET.

(8) Voir à ce sujet la « Question agraire » de Kausky (Gard, édit.), et la « Revue politique et parlementaire », n° 446.

(9) Bulletin de la « National City Bank of N. Y. », sept 1933.

(10) Rapport de la National City Bank de septembre, « Information » du 28-9 et « Information » du 3 octobre.

(11) « Information », op. citée (22-9).

RENTREE PARLEMENTAIRE ET BATAILLES SOCIALES

La rentrée d'octobre doit être le signal de la bataille décisive que les congrégations économiques et financières du pays se préparent depuis des mois à livrer au Parlement pour l'amener « à restreindre le train de vie de l'Etat », c'est-à-dire à opérer la déflation budgétaire qui, en premier lieu, doit se traduire par la réduction du traitements des fonctionnaires.

Ce sont, en effet, ces derniers que les puissances d'argent ont choisis comme boucs émissaires pour amorcer, avec le concours de la grande presse d'information entièrement assujettie aux banques et aux féodaux de l'industrie, une vaste offensive contre le niveau de vie des travailleurs.

Disons-le tout de suite. A la faveur de cette campagne, le grand capitalisme s'est assuré des positions solides. Contre les fonctionnaires qui, aux yeux du petit bourgeois des villes et des campagnes, personnifient l'Etat inquisiteur, prodigue et insatiable, il a dressé dans des proportions redoutables, les commerçants et les populations rurales.

Fort de l'appui de ces alliés, qui sont en même temps ses victimes, il place le Parlement devant l'alternative d'une capitulation pure et simple ou d'une lutte sans merci.

Disposant de tous les leviers de commande dans le domaine économique, le grand capitalisme n'ignore pas que le seul obstacle auquel doit se heurter son offensive c'est moins la majorité parlementaire actuelle que la résistance des fonctionnaires qui vont avoir à défendre leur niveau d'existence et, du même coup, le niveau de vie des travailleurs.

Car il n'est pas douteux que la réduction du traitement des fonctionnaires serait aussitôt suivie d'une nouvelle diminution des salaires ouvriers et d'une baisse ultérieure des produits agricoles.

On le verra tout à l'heure.

BRISER LA MAJORITE PARLEMENTAIRE

Afin de s'assurer ouvertement l'appui des pouvoirs publics, les puissances d'argent cherchent à disloquer la majorité de « gauche » au Parlement en l'amputant du soutien socialiste. Leur tactique consiste à obliger le gouvernement à proposer des solutions de « redressement budgétaire » que le groupe parlementaire socialiste, par crainte de l'électeur et des réactions à l'intérieur même du Parti, ne pourra voter. Libéré de l'appoint des voix socialistes, le champ deviendra libre pour une nouvelle majorité parlementaire qui ne sera pas autre chose qu'une majorité d'union nationale, allant d'Herriot à Flandin sous l'égide de Caillaux, l'homme des banques.

LA MENACE ET LA MANOEUVRE

Le 21 septembre les groupements d'exportateurs ont adressé, au président du Conseil, une lettre qui est une véritable mise en demeure.

Arguant de la chute catastrophique des exportations, passées de 50.139.151.000 francs en 1929 à 19.693.236 francs en 1932, les groupements d'exportateurs demandent à connaître « quelle politique les pouvoirs publics entendent suivre au point de vue fiscal pour l'abaissement du coût de la vie afin de permettre une réduction du prix de revient ».

Et pour le cas où cette politique ne serait pas conforme à celle qu'ils réclament, ces mêmes groupements notifient au gouvernement qu'ils se verront dans l'obligation de fermer leurs usines ce qui « entraînera la mise en chômage d'un nombre d'ouvriers et employés de l'ordre de 2 millions d'unités ».

Voici donc le gouvernement sommé par des groupements économiques, comptant parmi les plus influents du pays, de réduire les « charges fiscales », ce qui, dans le langage de ces messieurs, signifie la diminution du traitement des fonctionnaires, l'arrêt

du recrutement de ces derniers, la « révision » des assurances sociales et ainsi de suite.

Mais ce n'est pas tout. Le Gouvernement est également invité à ne pas poursuivre plus longtemps sa politique de protectionnisme agraire. Les mesures de contingentement adoptées par le cabinet Tardieu et maintenues par les gouvernements de « gauche » qui lui ont succédé ont permis dans une certaine mesure, de soutenir les prix des produits agricoles. Mais les pays agraires lésés par ces mesures n'ont pas tardé à réagir en fermant leurs frontières aux exportations françaises. D'où un surcroît de marnage pour l'industrie d'exportation.

En élargissant les contingents voire en les supprimant comme le demande la grande industrie, la baisse des produits agricoles sera forcément appelée à s'accroître et, de ce point de vue, les populations rurales continueront à faire, au même titre que les fonctionnaires et les travailleurs des villes, les frais de la politique de déflation dont la grande industrie et les intermédiaires de toute sorte seront, pour ainsi dire les seuls bénéficiaires (1).

Point n'est besoin de dire que les commerçants ne seront pas les derniers à être atteints par la politique de « déflation » à laquelle, dupés par la grande presse et le grand négoce, ils se sont en majeure partie associés.

L'INFLATION PEUT-ELLE ETRE EVITEE ?

Tout comme la déflation, l'inflation entraîne pour le travailleur une diminution immédiate de son revenu réel, qu'il soit touché sous forme de salaire, de traitement ou de vente de produits. Dans l'un et l'autre cas, seul le grand capital et le grand négoce profitent de la baisse en valeur or du coût de la main-d'œuvre industrielle et du prix des produits agricoles.

Or, le franc, stabilisé au cinquième de sa valeur d'avant guerre, ne pourra être maintenu à son niveau actuel qu'à deux conditions :

- 1° Si le budget est en équilibre ;
- 2° Si le déficit de la balance commerciale est résorbé.

Le déficit budgétaire est de l'ordre de 8 milliards ; celui de la balance commerciale est de 10 milliards.

La dévaluation du dollar et de la livre sterling, en favorisant les exportations américaines et anglaises au détriment des pays à monnaie stable, empêchent tout redressement sérieux de la balance commerciale française.

D'autre part, on ne voit pas comment l'Etat qui a un budget trois fois supérieur à celui de 1913 (calculé en or) pourrait sérieusement diminuer ses dépenses, puisque les dépenses militaires qui absorbent avec les charges de la dernière guerre plus de la moitié du budget ne sont plus compressibles (c'est ce qu'affirment les grands journaux qui sont d'ores et déjà hypnotisés par la perspective d'une guerre prochaine) et que les pouvoirs publics ne veulent pas prélever sur la richesse acquise les milliards qui leur manquent pour combler le déficit.

Ce n'est pas la réduction du traitement des fonctionnaires, en admettant que ceux-ci se laissent faire, qui fournira les milliards nécessaires. Même en rognant les maigres dépenses consacrées aux œuvres sociales, on ne les trouvera pas davantage. Ces mesures suivies de la diminution des salaires et de la baisse des produits agricoles réduiront encore les rentrées fiscales et, pour com-

(1) Le blé en fournit actuellement un exemple frappant. Vendu par le producteur à des cours ne dépassant guère 100 francs le quintal, le prix que le consommateur doit payer pour le pain n'en est pas moins basé sur le prix minimum de 115 francs fixé par la loi pour le quintal de blé. Que les cultivateurs demandent aux minotiers où passe la différence !

bler le déficit, l'Etat devra de nouveau faire appel à l'emprunt à des conditions de plus en plus onéreuses. Et les sommes nécessaires aux arrérages des emprunts grevant à leur tour le budget, aggraveront le déficit.

Comme on le voit, la situation du franc, quel que soit l'encaisse métallique de la Banque de la France est loin d'être inattaquable.

Mais le danger d'inflation ne va devenir immédiat que lorsque le dollar et la livre sterling ayant été stabilisés, les capitaux étrangers momentanément réfugiés en France, reprendront le chemin de Londres ou de New-York où des placements plus rémunérateurs et d'une sécurité plus grande les attireront.

A ce moment, si, comme il est probable, la balance des comptes continue à être défavorable, la Banque de France pour maintenir la parité du franc-or par rapport au dollar et à la livre stabilisées devra exporter de l'or, d'où le commencement de l'hémorragie.

Or, des informations reproduites à plusieurs reprises font prévoir que la livre et le dollar seront stabilisés à leur nouveau niveau au début de l'année prochaine.

A ce moment, si le déficit du budget n'est pas partiellement résorbé et surtout si le déficit de la balance commerciale continue à être de l'ordre de 10 milliards, le franc ira rejoindre la livre et le dollar.

Les puissances d'argent le savent. Et c'est pourquoi elles sont décidées à mettre à profit les quelques mois de répit qui leur restent pour contraindre les pouvoirs publics à appuyer leur politique de déflation afin de créer à l'industrie d'exportation une

situation privilégiée sur les marchés extérieurs lorsqu'une nouvelle dévaluation du franc sera devenue inévitable.

DEFLATION D'ABORD, INFLATION ENSUITE

Ce qui peut se produire en France s'est déjà produit dans les pays scandinaves. Pendant des années, les pouvoirs publics, d'accord avec la grande industrie d'exportation, ont opéré la « déflation » des traitements et des salaires. Puis en septembre 1931, les devises scandinaves ont suivi la dégringolade de la livre. Or, ni les salaires ni les traitements n'ont été relevés et cette nouvelle amputation du salaire réel est venue s'ajouter aux réductions antérieures.

COMMENT SE DEFENDRE

Il n'appartient pas aux travailleurs d'aider leur bourgeoisie à se tirer du pétrin où la guerre, le déséquilibre du monde et la course au profit ont jeté le capitalisme. Tous les travailleurs par contre, qu'ils soient ouvriers, paysans ou fonctionnaires, ont le devoir de s'unir pour défendre leur niveau de vie aujourd'hui directement menacé par l'offensive du grand capital.

Que partout où ils le peuvent, les travailleurs démasquent la politique de prétendue déflation qu'on veut imposer au pays et que les victimes éventuelles se dressent dans des Comités d'action pour opposer aux solutions ruineuses et conservatrices du capitalisme en déclin, les solutions révolutionnaires que les producteurs sauront élaborer pour se sauver eux-mêmes du gâchis économique où se débat le monde. MARTIAL FORGERON.

LA CRISE DU PARTI SOCIALISTE

La crise du Parti socialiste continue.

Chauffés à blanc par la majorité Blum-Paul Faure, les militants du rang s'attendaient à voir le Congrès de Paris adopter des décisions viriles contre certains députés de droite nommément désignés à la vindicte du Parti. Or, le fait qu'aucune sanction sérieuse n'ait été prise contre eux et que le Congrès se soit borné à voter un blâme au groupe parlementaire n'a pas peu contribué à augmenter la déception et le trouble qui régnaient parmi les jeunes et dans les milieux ouvriers du Parti.

Les discussions qui se sont déroulées au Congrès et que nous avons analysées dans un précédent article ont montré le peu de distance qu'il y a entre le point de vue de Léon Blum et celui de Renaudel ou de Déat.

Que des divergences un peu plus profondes soient apparues par la suite sur ce qu'on a appelé le « néo-socialisme », elles ne sauraient en aucune façon constituer des divergences inadmissibles dans un Parti qui continue à se flatter de tolérer l'expression de toutes les nuances de la pensée démocratique et... socialiste.

Néanmoins, à l'heure actuelle, six députés, dont Marquet, Renaudel et Montagnon, coupables de s'être livrés à Angoulême, à l'apologie du « néo-socialisme » sont déferés devant le Conseil national de novembre. En prenant cette décision, qui peut paraître énergique mais qui n'est probablement qu'une tactique, la Commission administrative a voulu calmer le profond mécontentement qui règne dans certains milieux du Parti contre la politique de demi-mesures pratiquée à l'égard des leaders de la tendance de droite.

Or, jusqu'à preuve du contraire, nous ne croyons pas que la majorité Blum-Paul Faure poussera le conflit jusqu'à demander au Conseil national l'exclusion des six députés incriminés, pour peu que ces derniers manifestent des dispositions plus ou moins conciliantes.

En effet, l'exclusion des six députés équivaudrait à la scission et il est improbable que Léon Blum-Paul Faure veuillent, de leur propre initiative, en arriver là. La scission ne se produira que si la droite estime, en novembre, le moment opportun pour se détacher du Parti, en d'autres termes si elle prend elle-même l'initiative de la rupture. Or, les récentes

délibérations des principaux leaders de droite et le fait que les six députés incriminés ont adressé un appel à l'Internationale ouvrière, laissent supposer qu'ils ne chercheront pas, pour le moment, à rendre inévitable la scission.

Mais, que la scission se fasse ou quelle soit évitée, la crise qui ébranle le Parti socialiste continuera à s'amplifier. Entre les classes moyennes qui ont rallié le Parti socialiste et dont les tendances pèsent de plus en plus sur la politique de ce dernier, et les travailleurs que la crise du régime capitaliste pousse de jour en jour davantage vers les solutions révolutionnaires, le divorce est inévitable.

L'erreur — ou le mérite — de Léon Blum-Paul Faure est d'avoir souligné malgré eux la faillite des solutions parlementaires, à un moment où leur parti ne peut plus, sous peine de se disloquer, abandonner le terrain qu'il a choisi depuis longtemps pour se développer et agir.

Intégré dans une majorité politique à la formation de laquelle il a consciemment et systématiquement travaillé, le Parti socialiste n'a comme alternative que le soutien d'un gouvernement de gauche ou le passage à l'opposition. Le rapport des forces au Parlement ne permet pas d'autre attitude !

Et Déat avait raison quand, de son point de vue réformiste, il mettait le Congrès en présence de ce dilemme.

Or, le passage du Parti socialiste à l'opposition pose à la Chambre le problème d'une majorité nouvelle. Verra-t-on en 1933 le Parti socialiste se faire par une opposition de façade qui ne correspond ni à sa nature ni à son programme, le fourrier de l'Union nationale ? En d'autres termes, le Parti socialiste reprendra-t-il à son compte une tactique qu'il ne cesse de dénoncer comme contraire aux intérêts de la « démocratie » et du prolétariat quand elle est appliquée par le Parti communiste sous la formule « classe contre classe » ?

Ce problème de la majorité parlementaire, Léon Blum ne le résoudra pas par de subtiles distinguos ou par d'habiles dissertations. Il se posera brutalement devant le Parti socialiste, dès la rentrée parlementaire, et selon la solution qu'on lui donnera la crise qui mine le Parti en sera précipitée ou retardée.

M. B.

La question religieuse au Mexique

par Jean DURIEZ

LES LIBERAUX AU POUVOIR

4) La période de 1855 à 67 est peut-être la plus importante de toute cette longue lutte ; c'est alors, dirait-on, que la partie décisive se joue. Vote de lois arrachant son pouvoir à l'Eglise, guerre civile acharnée, invasion étrangère imposant une monarchie, échec complet de cette monarchie qui s'écroule dans le sang ; quelques-uns des principaux événements de l'histoire du Mexique ont pris place dans ces 12 années, et l'on put croire, en 1867, que l'irritant problème clérical était enfin résolu.

C'est sous l'impulsion de Comonfort, puis de Juárez, que sont proclamées les lois qui fixent la situation de l'Eglise, en la réduisant, comme cela avait toujours été la doctrine libérale, à des activités « purement spirituelles ». On peut diviser ces lois de Réforme en deux classes principales ; d'abord celles qui éliminent l'Eglise du terrain juridique et administratif, en consommant la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; en second lieu, celles qui prétendent mettre fin à la suprématie de la caste ecclésiastique, en nationalisant ses biens.

En plein XIX^e siècle, l'Eglise mexicaine avait encore ses tribunaux et sa juridiction propre ; elle jugeait même à sa manière des délits de droit commun. Elle possédait encore l'état civil, et la seule forme légale de mariage était le mariage religieux. Enfin, pour couronner cette installation de l'Eglise dans l'Etat, ce dernier protégeait EXCLUSIVEMENT la religion catholique romaine, considérée officiellement comme la religion de la nation (même dans les « Bases organiques » de 1843 le catholicisme est proclamé religion officielle). Par suite le « bras séculier », autrement dit la force matérielle de l'Etat devait se mettre au service de l'Eglise lorsque celle-ci le jugeait bon, par exemple pour assurer l'accomplissement des vœux monastiques (cette fameuse « coaction » supprimée, rétablie et de nouveau supprimée au cours des fluctuations de la politique mexicaine).

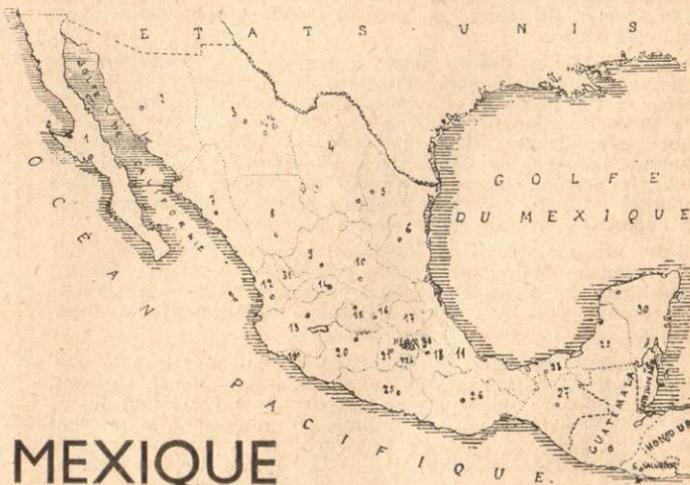
Si l'on reconstitue bien ce « climat », on comprendra quelle nouveauté inouïe, quelle explosion représentaient les lois de Réforme, en supprimant la juridiction ecclésiastique (Loi du 23 novembre 55), en instituant le mariage civil (23 juillet 59) et en proclamant la liberté des cultes (4 décembre 60). La première de ces mesures privait l'Eglise d'un privilège véritablement médiéval, et nuisait peut-être plus encore à son prestige qu'à ses intérêts immédiats ; la seconde la touchait beaucoup plus profondément, car l'administration des sacrements constituait pour le clergé à la fois une source de profits sérieux et un moyen certain de domination et surtout d'intimidation, par la menace de refus de ces sacrements : en permettant aux gens de s'en passer, l'Etat réformateur transformait cette foudre, dans les mains du clergé, en un jouet de carton ; enfin la 3^e mesure signifiait une complète rupture entre l'Etat et l'Eglise, et l'impossibilité pour celle-ci d'utiliser la force civile. Autrement dit, s'écroulait le rêve de puissance temporelle que le bon général Santa-Anna avait un instant réalisé.

Mais le pire (du point de vue clérical bien entendu) c'est que l'Etat portait également une main sacrilège sur la base la plus solide de son pouvoir, c'est-à-dire sur les biens temporels de l'Eglise. Cela commença très tôt, peu après la victoire du Plan d'Ayutla, à titre de représailles contre les autorités religieuses de Puebla qui avaient provoqué en 1856 un soulèvement sanglant contre le nouveau gouvernement. En mars, considérant que les biens du clergé de Puebla avaient surtout servi à fomenter cette rébellion contre-révolutionnaire, et qu'il était nécessaire « de faire connaître... qu'il y avait un gouvernement juste et énergique », Comonfort décidait que les biens de ce clergé seraient placés sous le contrôle de l'Etat et qu'on y prélèverait les sommes nécessaires pour indemniser la République des frais de guerre à Puebla, et pour pensionner les veuves, les orphelins et les mutilés de ce même Etat. A cette mesure purement locale venaient bientôt s'ajouter deux lois générales : la loi de « désamortisation » et celle de « nationalisation ».

La première, promulguée par Comonfort en juin 1856, avait pour but de « remettre dans la circulation » les biens fonciers du clergé, en les vendant par la voie d'adjudication aux particuliers qui les louaient. Malgré la similitude apparente de cette mesure avec celles qu'avait prises la Révolution française au sujet des « biens nationaux », le résultat devait être

tout différent ; en effet, les biens fonciers passaient ainsi de la propriété cléricale à la propriété laïque, mais non pas forcément de la grande propriété à la petite. Bien au contraire, la loi marquait une tendance très nette à laisser ces biens fonciers, surtout les propriétés urbaines, concentrés aux mains d'un nombre restreint d'adjudicataires (articles 4 et 5). En réalité, le parti de Comonfort, parti de grands bourgeois libéraux, tendait à se substituer à l'Eglise, à renverser la théocratie pour hisser à sa place son propre pouvoir. Quant à la loi de nationalisation, qui atteignait beaucoup plus profondément la puissance cléricale, elle fut promulguée par Juárez en juillet 1859, précédée d'un important « exposé des motifs » sous forme de circulaire adressée par le ministre de la Justice aux Gouverneurs d'Etats. Cette circulaire disait notamment : « ... Si nous examinons avec attention les pages de notre triste histoire durant cette longue période (depuis l'Indépendance), nous ne pouvons pas signaler un fait, dans cette lutte continuelle et douloureuse de la raison et de la justice contre la violence et la force, qui ne soit écrit en lettres sanglantes, par la main du clergé mexicain. C'est lui qui, se prévalant de son influence sur les consciences, dilapidant les offrandes destinées au culte et aux indigents, et payant par ce moyen la perfidie et la trahison, a ébranlé pour la première fois les fondements de notre société naissante, dès 1822, et a scellé avec du sang LA CONQUETE DE SES PRIVILEGES ET DE SON HEGEMONIE... » Suit l'énumération des nombreuses occasions où l'Eglise mexicaine a provoqué la guerre civile ; mais l'on remarquera surtout dans l'extrait précédent, outre le ton décidé des accusations, le fait que pour un Mexicain de cette époque la puissance de l'Eglise datait bien du début de la période indépendante, et non de l'époque coloniale. Les premiers paragraphes de la loi elle-même ne montrent pas moins clairement l'opposition profonde de Juárez à l'Eglise et sa volonté irréductible de la vaincre. Il la déclare « en rébellion ouverte contre le souverain » et ajoute : « laisser plus longtemps aux mains des ennemis jurés de la République les ressources dont ils abusent si gravement, serait se rendre leur complice ». On lit à la suite les principales dispositions que voici :

TOUS les biens du clergé (meubles ou immeubles de quelque espèce que ce soit), sont nationalisés (article 1^{er}) et il est formellement interdit, sous des peines sévères, d'en aliéner la moindre partie (art. 22), cela pour empêcher une fuite des capitaux d'Eglise. Dorénavant, les affaires de l'Etat et celles de l'Eglise demeureront rigoureusement séparées, et par suite les prêtres ne recevront rien de la nation ; ils gardent le droit de percevoir toutes les offrandes et indemnisations que les fidèles voudront bien leur donner, à l'exclusion absolue de BIENS FONCIERS (art. 4). Tous les ordres religieux masculins sont abolis (art. 5) dans des conditions d'ailleurs particulièrement



MEXIQUE

humaines à l'égard de leurs membres, puisque chaque moine sécularisé recevra 500 pesos, et un capital de 3.000 pesos s'il est vieux ou infirme (art. 8). Quant aux religieuses, elles ne sont pas supprimées, mais le noviciat était aboli, elles disparaîtront par extinction (art. 14 et 21). Les églises dont le service était assuré par des religieux supprimés demeureront fermées, sauf celles que les autorités civiles reconnaîtront comme nécessaires (art. 11) ; enfin les livres, manuscrits, peintures, objets d'art, appartenant aux ordres abolis iront enrichir les musées et les bibliothèques de l'Etat (art. 12).

LES PROVOCATIONS DU CLERGE

Dès le début de cette période de réformes, la réaction du clergé fut rapide, décidée et violente. J'ai déjà fait allusion à l'insurrection de Puebla, qui, une fois écrasée, devait coûter assez cher au clergé de la ville. Pour donner une idée de la violence avec laquelle les prêtres séditieux appelaient à la révolte, le peuple qu'ils fanatisaient, je vais reproduire quelques extraits de proclamations cléricales datant de 1856.

« Attention, Mexicains ! Alerte ! Vous voyez avec stupeur comment le gouvernement tyrannique de Comonfort a calomnié les prêtres innocents de Saint-François, juste pour prendre l'argent de l'Eglise, pour commencer à détruire notre religion et profaner ces lieux sacrés que respecteraient Martin Luther et Pierre Calvin (sic). Mexicains, ne permettez pas cela ; plutôt mourir que de laisser détruire la religion ! »

« Haine éternelle aux tyrans ! Que la malédiction de Dieu tombe sur ces hommes de funeste mémoire ! Sur ces voleurs sacrilèges ! Maudits soient tous les « purs » : de Dieu et des hommes. »

« Vive l'immunité de l'Eglise ! » (Mexico, 1856.)

« ... Abandonnez vos foyers, lancez-vous au combat, et vous parviendrez à rendre heureuse votre infortunée patrie. Vive la religion ! Mort à Comonfort et à ses sectaires ! ... A bas le Congrès ! » (Mexico.)

« ... Ils (les libéraux) préparent à la nation mexicaine le deuil, le sang, la dévastation et la rapine, et enfin ils complèteraient notre ruine si la Divine Providence ne veillait sur les bons Mexicains. Sa main protectrice a guidé le mouvement auquel vous venez d'assister, et son pouvoir infini continuera à nous protéger. »

« Ordre, paix, garanties pour notre religion bien-aimée, respect à ses dignes ministres, protection à tout homme honnête, ses propriétés et sa personne. Tel est le programme de la révolution que Dieu vient de protéger et d'accomplir... » (Que rétero, Octobre 1856.)

Tout en se livrant à l'intérieur à ce scandaleux travail de provocation, le clergé, pour la première fois depuis des siècles, se souvenait de son chef et du Vatican. Pie IX, qui avait vu avec joie la dictature cléricale de Santa-Anna, réunit le Sacré Collège le 15 décembre 1856, et prononça une allocution où il s'élevait, sur le ton hypocritement chagrin familier à la politique papale, contre les « décrets » injustes et sacrilèges » de Comonfort relatifs aux biens du clergé de Puebla. Il se plai-

ETATS

1. BASSE CALIFORNIE
2. SONORA
3. CHIHUAHUA
4. COAHUILA
5. NUEVO-LEON
6. TAMAULIPAS
7. SINALOA
8. DURANGO
9. ZACATECAS
10. SAN LUIS POTOSI
11. VERACRUZ
12. NAYARIT
13. JALISCO
14. AGUASCALIENTES
15. QUANAJUATO
16. QUERETARO
17. HIDALGO
18. PUEBLA
19. COLIMA
20. MICHOACAN
21. MEXICO
22. D. STRIOT FEDERAL
23. TLAXCALA
24. MORELOS
25. QUERRERO
26. OAXACA
27. CHIAPAS
28. TABASCO
29. CAMPECHE
30. YUCATAN
31. QUINTANA ROO

CAPITALES OU VILLES IMPORTANTES

- Mexicali, La Paz.
Hermosillo.
Chihuahua, Ciudad-Juárez.
Saltillo, Torreon.
Monterrey.
Ciudad-Victoria, Tampico.
Culiacán.
Durango.
Zacatecas.
San Luis Potosi.
Jatapa, Veracruz.
Tepic.
Guadalajara.
Aguascalientes.
Guanajuato.
Querétaro.
Pachuca.
Puebla.
Colima.
Morelia.
Toluca.
Mexico.
Tlaxcala.
Cuernavaca, Cuautla.
Chilpancingo, Iguala.
Oaxaca.
Tuxtla Gutiérrez, Chiapa.
Villahermosa.
Campeche.
Mérida.
Payo Obispo.

gnait amèrement des « insultes prodiguées à notre Très Sainte Religion » par le Congrès, et accusait ce dernier de vouloir propager au Mexique « la funeste peste de l'indifférentisme ». Ainsi s'accomplissait dès 56 la manœuvre d'agitation extérieure qui devait se rééditer sous la présidence du général Calles. Ces manifestations du Vatican se répétèrent lors de la promulgation de la Constitution de 1857, et toutes les lois que cela parut nécessaire.

COUPS DE FORCE MILITAIRES

La tactique du clergé, pendant ces années troublées, passe par deux phases importantes, se déroulant toujours sur un fonds de menaces, de proclamation furibondes, de manœuvres de chantage (comme, par exemple, le refus de sépulture à ceux qui jurèrent fidélité à la Constitution). Dans les premiers temps, on se tourne avec regret vers l'heureuse période de Santa-Anna, et l'on pense surtout à rétablir un second Santa-Anna, c'est-à-dire un général pieux, pas trop intelligent et facile à influencer. Ainsi se produit une série de coups de force militaires, qui amènent au pouvoir les généraux Zuloaga et Miramón. Le premier, qui écrivait au Pape pour lui exprimer « la profonde vénération de son fils très dévoué » et recevait par retour du courrier sa bénédiction apostolique, bénéficiait de l'appui financier du clergé ; à lui seul, l'archevêché de Mexico lui versa, entre janvier et fin juillet 58, deux millions et demi de pesos. Quant à Miramón, qui parcourait les Etats de Jalisco et de Guanajuato en brûlant, pillant et massacrant, l'estime de l'Eglise à son égard se traduit bien dans l'inénarrable cérémonie qui eut lieu, en décembre 1858, lors de son arrivée à Guadalajara. Entre deux cordons de troupes, le général, accompagné d'une commission représentant l'administration ecclésiastique de l'endroit, pénétra dans la Cathédrale par la porte d'honneur, tandis que le chœur chantait : « ... J'ai rencontré David, mon serviteur, je l'ai coint d'huile sainte, parce que ma main viendra à son secours. »

« Gloire au Père, au Fils et au Saint-Esprit. Ma main viendra à son secours. »

Puis Son Excellence s'agenouilla devant le maître-autel, et la psalmodie continua :

« Sauve, O Seigneur, notre Président !
... Envoie-lui, O Seigneur, ton secours du haut du Ciel !
... En rien ne pourra l'ennemi lui porter tort,
Et le fils de l'iniquité ne lui fera point de mal », etc...

Suivit un discours du représentant de l'évêque, où l'on comparait Miramón à César et où l'on exaltait ses triomphes militaires.

Cependant, pas plus que sous Santa-Anna, le clergé ne se sentait tranquille. Avec une ténacité farouche, Juárez, se considérant comme seul président légitime, établissant le siège de son gouvernement dans des villes provinciales (Guanajuato, Guadalajara, Veracruz), continuait à promulguer les décrets et lois de réforme, et à les faire appliquer partout où atteignait son pouvoir. L'idée de restauration monarchique hantait toujours les politiciens cléricaux. Dès 1856, ils proposèrent la couronne au Duc de Montpensier, qui la refusa. Et, à partir de 61 (1), la deuxième phase de la lutte commence, avec l'intervention française qui mit sur le trône Maximilien de Habsbourg.

LA MONARCHIE ET LE CONCORDAT

La monarchie fit ce qu'on peut appeler un « mauvais départ » puisque jamais elle ne se soumit l'ensemble du pays, où Juárez luttait au prix de tous les sacrifices, à la mexicaine, et groupait un nombre croissant d'adhérents, révoltés par la domination étrangère. D'autre part, le clergé, qui avait tout fait pour l'Empire, voulait trouver dans l'Empereur un serviteur docile. L'Impératrice Charlotte, dans une lettre de 1864, révèle une conversation significative qu'elle eut avec le nonce : « Le nonce finit par me dire que c'était le clergé qui avait fait l'Empire. Un instant, lui dis-je : Ce n'est pas le clergé, mais l'Empereur, le jour où il est arrivé ». Le clergé rencontra donc des résistances ; résistances dues à l'amour-propre du prince, dues aussi à ce fait que le monarque, en examinant la situation au Mexique, comprenait peu à peu que la réforme avait été nécessaire. Il se déclara partisan de ne pas toucher aux anciens biens d'Eglise que la loi de « désamortisation » avait mis aux mains des particuliers ; dans un projet de concordat avec le Vatican, il proposait : la liberté des cultes (tout en reconnaissant le catholicisme comme religion d'Etat), la suppression complète de dîmes, offrandes, etc..., les prêtres étant payés par

(1) Juárez avait mis les conservateurs en déroute à Calpulalpam (22 décembre 1860).

l'Etat, un DROIT DE PATRONAT pour sa dynastie identique à celui dont avait joui la dynastie espagnole, le rétablissement de certains ordres religieux, mais pas de tous, et la fermeture des noviciats jusqu'à nouvel accord avec le Saint Siège. Autrement dit, tandis que la République, contre la théocratie, avait institué la réforme et la séparation, la monarchie instaurait un régime analogue au régime colonial, avec quelques emprunts à la réforme. **MAIS TOUJOURS COMME UNE FORME DE LUTTE CONTRE LA THEOCRATIE.** Le clergé le comprit si bien qu'une fois désillusionné, il abandonna l'archiduc. Privé de son unique soutien et l'armée française partie, le « prince blond » tomba fusillé en 1867 sur le « Cerro de las Campanas », à Querétaro.

Ainsi commençait une CINQUIÈME PHASE de relative tranquillité. La puissance cléricale paraissait s'être effondrée à Querétaro avec l'Empire, et le clergé semblait résigné. Mais en 1876, parvenait au pouvoir le général Porfirio Diaz, un de ceux qui s'étaient illustrés dans la lutte contre l'intervention ; il ne devait quitter le Palais National qu'en 1910, devant l'insurrection, et pendant ce « règne » d'une durée unique au Mexique (6^e PHASE), l'Eglise allait peu à peu, par un travail souterrain, recouvrer une partie de ses privilèges.

Pour la caractériser à grands traits, l'ère porfirienne est une époque d'autorité : sur tout le pays dominant les « caciques », roitelets petits et grands, de villages, de districts ou d'Etats, et sur le Mexique lui-même le plus grand des caciques, Don Porfirio. Les conditions féodales qui prévalaient au Mexique depuis la conquête, n'avaient pas entièrement disparu, puisque, je l'ai noté, la réforme n'avait pas créé de petite propriété. Diaz avait été porté à la Présidence sur le programme appelé « Plan de Tuxtepec », qui reconnaissait expressément la Constitution de 57 et les lois de réforme comme lois suprêmes de la République. Mais il proclamait hautement que son gouvernement serait NEUTRE, « tolérant » ; et se défendant de prendre parti entre les libéraux et les conservateurs, il devait pencher fatalement vers la droite. C'est ce qui se produisit, sous l'égide de la politique de lent glissement à droite baptisée « politique de conciliation » : politique soutenue par une bourgeoisie de propriétaires fonciers alors nantis et soucieux de consolider leurs privilèges, et par le clergé allié à ses anciens ennemis. Les lois de réforme sont tournées cyniquement ; le clergé acquiert des biens, en prenant la seule précaution de les faire enregistrer comme propriétés particulières. Il intervient de nouveau dans la politique, avec sa presse, « la Voze Mexico », « El Tiempo », « El Pais », de manière qu'il sera prêt, lorsque la dictature sera tombée, à se lancer dans la lutte, en formant le « Parti Catholique National » et en présentant ses candidats à la Présidence. En même temps, des ordres religieux se rétablissaient avec la complicité de l'Etat, l'enseignement catholique se renforçait.

LA REVOLUTION MADERISTE

Le résultat de la « conciliation » porfirienne, prolongée durant de longues années, fut qu'en 1910 les biens de l'Eglise atteignaient 100 millions de pesos. Le clergé possédait beaucoup d'intérêts dans la neuve industrie pétrolière, et ses gens étaient installés dans toutes les branches de l'Administration. L'Administration judiciaire, notamment, était « noyauté » de telle sorte que ses décisions venaient toujours appuyer le pouvoir cléricale reconquis, allié à la dictature de Diaz. L'Eglise mexicaine se trouvait de nouveau en dehors et au-dessus de la loi.

Dans ce Mexique redevenu le fief du clergé et des grands propriétaires fonciers, la bourgeoisie « libérale », à tendances modernistes et industrialistes, s'agitait. Le groupe de politiciens dit « scientifique », qui prétendait imposer à Porfirio Diaz, tout en collaborant avec lui, d'autres méthodes, et procéder à l'équipement industriel du Mexique grâce au Général lui-même, se vit dépassé par le parti antiréélectionniste, dont le chef et le candidat à la Présidence était Francisco I. Madero. Cela ne veut pas dire que les tendances, bourgeoises toutes deux, des « scientifiques » et de Madero, aient beaucoup différé ; de récents mémoires (2) jettent même un jour singulier sur les attaches des deux partis. Tel quel, le maderisme représentait pourtant, pour le clergé, une lourde menace ; le programme de Madero, appelé « Plan de San-Luis Potosi » contenait des attaques contre les immenses propriétés foncières, les « latifundia », et parlait de restituer les terres à ceux qui les avaient perdues (3). Cela suffit pour tourner le clergé contre Madero. Après la victoire de celui-ci à Ciudad-Juarez, Chihuahua, victoire qui provoqua, après des tractations très confuses, le départ du général Diaz, le parti cléricale sut tirer le maximum de la situation, d'abord en plaçant à la Présidence provisoire un de ses hommes, de la Barra, ensuite en se constituant en Parti grâce à la tolérance aveugle de Madero, enfin en appuyant, en 1913,

le coup d'Etat de Victoriano Huerta. Madero et le vice-président Pino Suarez sont assassinés, un règne de terreur, de dénonciations et de fusillades pèse sur le Mexique. On a beaucoup parlé des rivalités entre pétroliers, Américains et Anglais (Standard Oil et Royal Dutch Shell) qui auraient soutenu, les uns Madero, les autres Huerta. Si ces versions sont vérifiées, le clergé aurait donc une fois de plus manœuvré en s'alliant à des intérêts étrangers, ce qui n'est pas pour étonner. Il serait naturellement très exagéré de rejeter sur la politique cléricale seule les événements des « dix jours tragiques » et l'échec de la révolution libérale de 1910. Cet échec a été dû tout autant à la défense de certains intérêts, et au caractère ambigu de la politique de Madero, qui détacha de lui les masses. Mais il est évident que le clergé, loin d'assister en neutre au conflit (ce qui était le minimum) y est entré comme belligérant, et, bien entendu, dans le sens le plus réactionnaire.

Mais le coup d'Etat de Huerta était loin de clore la nouvelle ère de révolutions. Sans même parler de Villa, dont le rôle et le programme sont encore à éclaircir, deux foyers révolutionnaires subsistaient. Au Sud, dans le Morelos, la révolution agraire d'Emiliano Zapata, que le caractère purement politique et parlementaire du maderisme avait désillusionné ; Zapata comprenait que le mot d'ordre de Madero : « Suffrage effectif, non réélection », ne résolvait rien dans un pays plus qu'à moitié féodal, et le Plan de Ayala (novembre 1911) prévoyait l'expropriation des latifundia. Au Nord, le gouverneur de l'Etat de Coahuila, Venustiano Carranza, refusait de reconnaître le pouvoir de Huerta, et entamait une lutte révolutionnaire acharnée. Le « constitutionnalisme » de Carranza continuait Madero beaucoup plus qu'il ne coïncidait avec l'agrarisme de Zapata. Il semble que ce fut toujours à contre-cœur (notamment à l'égard de la question agraire) que Carranza consentit à mettre du sien dans son eau, et on le verra bien lorsque, devenu Président, il luttera contre le chef du Morelos. On peut dire que le régime social actuel du Mexique, avec son caractère bâtarde et ses traits bourgeois de plus en plus accusés, résulte directement des tendances de Don Venustiano.

LA CONSTITUTION DE 1917

Mais il est certain que sur un point au moins le carrancisme devait se montrer radical, suivant la tradition de Gomez Farias, de Comonfort, de Juarez et de tout le libéralisme mexicain : précisément dans sa volonté arrêtée d'expulser une fois pour toutes le clergé des pouvoirs d'Etat, et de lui retirer toute possession temporelle. Dès 1915, à Vera-Cruz, Carranza publiait un manifeste où il déclarait : « Les lois constitutionnelles du Mexique, appelées Lois de Réforme, qui établissent la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et qui garantissent à l'individu la liberté de culte, seront strictement observées... Les églises continueront à être propriété de la Nation, selon les lois en vigueur, et le Gouvernement Constitutionnaliste cédera de nouveau, à l'usage des cultes, celles qui seront nécessaires. »

(A suivre.)
Jean DURIEZ.

(2) Dr. F. Vazquez Gomez. Memorias politicas. Mexico, 1933.

(3) Art. 3. du Plan, octobre 1910.

L'AIGLE BLEU POURRA-T-IL VOLER ?

(Suite de la page 13.)

Et maintenant ? Que peut devenir le prolétariat dans le chaos des réactions économiques et sociales ? Roosevelt et les éléments les plus conscients de la grande bourgeoisie ont habilement utilisé la révolte prolétarienne qui commençait à s'amplifier dès le printemps dernier, pour imposer aux capitalistes récalcitrants ou trop bornés leur plan de sauvetage du régime tout entier. Derrière une concession au prolétariat, la reconnaissance légale de ses organisations propres. Ils lui ont fait accepter la charte industrielle qui consacre au moyen de la dévaluation du dollar, la réduction générale des salaires. Réformistes et socialistes antimarxistes ont salué le développement des syndicats américains comme une conquête réelle du prolétariat, obtenue grâce au « despotisme éclairé » des Roosevelt et Johnson. Ils oublient de dire que les chefs bureaucratiques de l'A.F.L. ont d'avance sacrifié cet avantage en se liant au gouvernement dans le réseau des comités d'arbitrage. La création des syndicats américains ne représentera une réelle conquête que le jour où ils seront capables de se dresser contre les forces du gouvernement qui, derrière le sourire photogénique de Roosevelt, présente le talon de fer implacable du capitalisme yankee.

(1^{er} octobre 1933).

MICHEL COLLINET.

Géographie Économique

Il est très difficile de donner une analyse rapide d'un livre aussi bourré de connaissances sous son faible format que l'est le « Précis de Géographie économique » de Horrabin.

Le titre ne rend compte qu'assez inexactement du contenu : 1° une esquisse de l'histoire de la prise de possession du monde par les hommes ; 2° un tableau du partage du monde à notre époque, 60 pages pour l'esquisse ; 60 pour le tableau.

Horrabin nous avertit dans sa préface que le but de son livre est l'étude des « rapports de la géographie et de l'histoire, et aussi de l'économie, sujet d'importance capitale pour les travailleurs » ; il met en tête de son développement l'idée juste « d'un constant progrès dans les communications réciproques de tous les peuples de la terre et d'une interdépendance de plus en plus grande de ces peuples » (p. 18).

Le lecteur sait donc où l'auteur a l'intention de le conduire : à la recherche des cadres territoriaux remplis par les empires et les civilisations et tout particulièrement par les formations économiques et politiques actuelles.

Le style est simple, très propre à attirer l'attention des élèves des collèges ouvriers d'Angleterre pour lesquels le livre a été écrit. La traduction, qui s'adresse à un public moins défini, en bénéficie, mais elle souffre de ce que les références et les citations — points d'appui scientifiques — se rapportent uniquement à des ouvrages en langue anglaise (1) accessibles aux prolétaires anglais, inaccessibles aux autres prolétaires. Ceci dit, il faut convenir que le traducteur a fait un excellent effort d'adaptation, rectifiant des jugements sommaires, ajoutant des notes substantielles, faisant intervenir au besoin sa propre expérience, tout en respectant (beaucoup trop à mon gré) le texte original.

Mes critiques de fond ne porteront pas sur la seconde partie du « Précis » qui est claire et bien informée (elle traite de l'aire géographique des cinq grands systèmes d'états : impérialismes américain, britannique, français, japonais et groupe russe), mais sur l'esquisse historique qui la précède.

Pour Horrabin, l'histoire humaine s'est déroulée successivement sur les bords des fleuves (Nil, Tigre-Euphrate, Indus, Fleuve Jaune), puis sur le pourtour des mers intérieures (Méditerranée, Baltique) ; il n'y a pas cinq siècles qu'elle a pris possession des Océans, et il n'y en a pas deux qu'elle a pénétré à l'intérieur des continents autres que l'Europe. Cette vue exacte dans l'ensemble est quand même trop schématique (2).

Pourquoi, d'entrée de jeu, n'avoir rien dit de l'emplacement des civilisations préhistoriques (en Egypte les terrasses bordières du fleuve et non la vallée comme à l'époque historique) ou de l'influence de la période glaciaire quaternaire sur les établissements humains ?

L'avance des glaciers a rendu inhabi-

table une bonne partie de l'Europe centrale. elle a ainsi favorisé indirectement les grandes vallées africaines et asiatiques qu'elle épargnait.

Il eût été nécessaire à propos du Sahara de donner quelques précisions sur son rôle de barrière ou plutôt sur les circonstances dans lesquelles il a cessé de jouer ce rôle. Chacun sait que l'animal caractéristique et indispensable y est le chameau. Mais ce que l'on ignore, c'est que le chameau a été importé d'Asie au temps de la dynastie impériale des Sévères (193-235 de notre ère) pour des fins défensives dans les provinces de l'Afrique du nord romaine. Un siècle après le chameau ouvrit le chemin du désert aux Berbères impatients de la domination romaine. Le Maghreb ne lut plus « l'île » entre la mer et les sables qu'il avait été ; les nomades chameliers sans répit le harcelèrent pour de longs siècles.

La phrase liminaire du chapitre sur les mers intérieures : « Depuis quelque 2.000 ans avant Jésus-Christ jusqu'à la dernière décennie du quinzième siècle de l'ère chrétienne... l'histoire est axée sur le bassin méditerranéen » n'est pas juste et le chapitre même le prouve, mais sans une netteté suffisante.

De fait, le monde méditerranéen unifié par Rome est brisé définitivement par la poussée islamique au huitième siècle. Alors disparaît l'économie méditerranéenne. Alors (et non auparavant, comme on pourrait le croire en lisant Horrabin) se créent en Occident les économies seigneuriales fermées « autarchiques » et à partir du dixième siècle se développe le régime féodal. Du huitième au douzième siècle entre la rive occidentale et la rive orientale de la Méditerranée, le trafic commercial n'est pas tout à fait interrompu, mais il est bien établi que pendant cette période l'Occident se borne à acheter quelques produits manufacturés de luxe à l'Orient et à se démunir ainsi progressivement de sa monnaie d'or au profit de celui-ci. A partir du douzième siècle, au contraire, l'Occident devient exportateur en grandes quantités de produits fabriqués (3). De ce renversement des rôles, les croisades (1095-1270) sont la manifestation et par la suite un facteur déterminant. Mais l'économie occidentale à partir du douzième siècle présente l'originalité (et Horrabin ne le souligne pas), d'avoir deux façades, une façade méditerranéenne et une façade Baltique, mer du Nord, Manche, les deux étant reliées par des voies de terre supérieures (Péra le note justement d'après Lefebvre des Noettes contre Horrabin) aux voies romaines avec des haltes que sont les Grandes Foires (Foires de Champagne, dont les premières datent de 1188, etc...)

La prospérité des ports, des mers intérieures septentrionales balance celle des ports méditerranéens. Et c'est dans les chantiers de l'un d'entre eux que les charpentiers trouvent dans le courant du treizième siècle le gouvernail d'étambot (4) — progrès considérable, fondement de la navigation océanique dans les siècles suivants.

Horrabin donne nettement les raisons pour lesquelles de hardis marins, pourvus de bateau perfectionnés, se lancèrent à la découverte de l'océan, raisons qui tiennent dans le besoin qu'avait l'Europe occidentale de quantités toujours plus grandes d'or et d'épices à un moment où les voies traditionnellement empruntées par ces matières précieuses (voies d'Asie Mineure et d'Egypte) en fournissaient des quantités de moins en moins considérables par suite des désordres de la conquête turque.

De même, Horrabin apprécie justement le rôle des chemins de fer dans l'exploitation du continent américain ou incidemment dans la formation de l'unité allemande (5).

Les chapitres sur le monde d'aujourd'hui sont, je l'ai déjà dit, les plus réussis. Ils pourront être consultés sûrement. L'ouvrage tout entier — et il faut reconnaître que dans un aussi vaste sujet, des lacunes, des erreurs et des maladrotes étaient inévitables — mérite d'être recommandé au lecteur ouvrier désireux d'élargir son horizon intellectuel sur le passé comme sur le présent de la terre.

Jean DAUTRY.

*Éditions de la « Révolution Proletarienne ».

(1) L'excellent livre de P. Benaerts. Les origines de la grande industrie allemande. Paris 1933.

(2) Ainsi (p. 40) on lit : « La papauté était un pouvoir méditerranéen. Et le pape de Rome était une sorte de seigneur des empereurs et des rois du nord et de l'ouest. » Les deux phrases sont contradictoires. La seconde correspond à la réalité du moment et la première à la réalité de la période historique précédente.

(3) Je signale en passant que le livre de Miss Semple, Influences of geographic environment, livre déjà ancien (1911), auquel Horrabin fait de constants emprunts est très inférieur au livre en français de L. Febvre et L. Bataillon : La terre et l'évolution humaine, Paris 1922.

(4) Le commandant Lefebvre des Noettes prépare un ouvrage sur la révolution nautique qui s'ensuivit.

(5) J. Péra y apporte lui-même des corrections (of. p. 21).

UNE MAIN

par C. F. RAMUZ (GRASSET, Editeur).

Un livre qui n'a réellement aucun intérêt, même au point de vue commercial. Que Ramuz mette ses dons de perception et d'expression au service de tels niais exercices ne peut se justifier qu'en admettant que le « service » fut commandé. Tout de même, il semble bien que Ramuz ait pris un plaisir — malsain — à accomplir ces tristes jongleries.

De tels livres ne sont pas totalement inutiles : on pourrait les utiliser comme « pièces à conviction » dans l'étude, aussi scientifique que possible, des rapports de la forme et du fond, du sujet et de l'objet.

A. Rudat.

LETTRES...

D'Amérique

L'ouvrier qualifié comprend très bien la technique, il connaît à fond son métier, mais il ne lit que la rubrique sportive des journaux. En dehors de cela, il ne s'intéresse à rien.

Comment expliquer cette apathie : d'abord, l'Américain a gardé l'illusion que son pays est le paradis du monde. Il croit que la prospérité (?) que l'Amérique a connue en vendant ses produits pendant la guerre sur les marchés extérieurs et ensuite sur les marchés intérieurs artificiellement créés par le crédit, est chose tout à fait naturelle. Il croit que Hoover et d'autres coquins l'ont dupé. Mais, par contre, avec « votre cher petit Roosevelt » il pense que tout ira mieux. Le « Club des nouveaux », selon lui, doit faire des merveilles.

La presse capitaliste travaille sans arrêt à peindre l'optimisme aux yeux de ce public. Encore que certains Américains moyens soient sceptiques, la majorité a bon espoir. L'inflation, ses effets sur les cours des actions et sur l'activité de l'industrie, en entraînant une reprise purement spéculative, sont interprétés par ces crétiens comme le retour à l'industrie prospère. Je crois, Néanmoins, que lorsque l'inflation touchera la classe moyenne, le réveil sera subit. Mais il faudra du temps avant que ce réveil prenne la voie du socialisme.

LA SITUATION MATERIELLE

L'ouvrier encore occupé reste indifférent. Son niveau de vie a légèrement baissé, mais il ne s'en aperçoit guère. Quant au malheur de ses compatriotes, il s'en désintéresse.

L'ouvrier chômeur est un poisson hors de l'eau, une bête perdue. Il souffre, il reçoit de l'aide parfois de l'Etat, parfois de la charité publique, suivant les régions. Comme vous savez, il n'y a pas d'assurances sociales contre le chômage et pourtant la situation est des plus tragiques. Divers groupements concurrents existent parmi les chômeurs. Les communistes organisent des bureaux de placement pour combattre l'individualisme de la masse. Mais que vaudra cette expérience ? Il est prématuré de le dire.

Quoique les communistes tassent, le chômeur n'est pas actuellement dans des dispositions combatives. Et l'influence des communistes est faible. Les chômeurs ne sont pas organisés et n'ont pas idée de ce qu'ils devraient faire.

3. LA SITUATION AGRAIRE

Il y a quelque temps, la « National Farm Holiday Association » (fondée en 1932) était sur le point de décréter la grève générale. Elle devait coïncider avec le Congrès national de Washington (auquel j'ai pris part) qui rassembla des militants de tout le pays. Mais au dernier moment, l'idée de la grève fut abandonnée. Les chefs expliquèrent qu'il fallait auparavant donner le temps au président de « faire monter les prix ». Cette organisation est néanmoins active et elle a déjà montré qu'elle sait ce qu'elle veut. Maintenant que les prix

montent, par suite de l'inflation, la presse capitaliste prétend que cette organisation a cessé d'être. Mais il est sûr que cet enfant de la misère agricole fera parler de lui quand les effets de l'inflation se feront sentir.

L'agriculture américaine est en pleine faillite. Elle ne retrouvera un certain équilibre que lorsque l'ouvrier des villes aura récupéré un pouvoir d'achat relatif. Certes, le marché extérieur a pour l'agriculture américaine une importance énorme, mais la crise et le protectionnisme l'ont rétréci à l'extrême.

4. QUE PENSE-T-ON DE LA CRISE ?

Une faible partie de la classe ouvrière est organisée dans les partis socialiste et communiste. Ceux qui les suivent sont au courant de la situation. Quant à la masse, elle sait qu'il y a une crise, qu'il faut faire quelque chose, mais que probablement M. Roosevelt aboutira. Si on demande : « Et s'il échoue que ferez-vous ? » La plupart répondent :

— Notre Seigneur Jésus-Christ le sait... La révolution, sans doute !

— Mais qui fera la révolution ?

— Dieu le sait... pas nous.

Dans la classe moyenne, ceux qui travaillent se désintéressent de tout. Et ceux qui sont sans emploi vivent aux dépens de leur famille et de la charité.

Dans la classe dirigeante, la plupart des hommes d'affaires sont désorientés. Mais ils ont « foi » en Roosevelt.

Cependant les banquiers et les capitalistes comprennent la signification de ce qui se passe et ils luttent habilement pour maintenir leur régime avec le concours de la presse, du gouvernement, de la police, de l'armée, de l'Eglise etc... Ces forces conjuguées sont toujours en éveil pour combattre toute action de la « gauche ».

5. LA LUTTE OUVRIERE

La classe ouvrière américaine est divisée contre elle-même. Cette division s'explique par la diversité des origines et des langues, par les différences de religions et de race. Cette force énorme qu'est le prolétariat noir est tenue en échec par le prolétariat blanc.

L'American Federation of Labor comprend quelque 4.500.000 membres. Elle est entièrement sous la coupe du capital. Ses chefs, comme William Green, ont trahi depuis longtemps la cause prolétarienne. L'A. F. L. se prononce contre la reconnaissance de l'U. R. S. S., mais en toute occasion elle cherche avec le capital un arbitrage favorable à ce dernier.

Ce n'est que dans l'organisation de syndicats révolutionnaires forts et disciplinés, ayant des dirigeants sûrs et dévoués que réside l'espoir du prolétariat. Il est pitoyable de voir la lutte que se livrent communistes et socialistes. La leçon allemande ne les a pas instruits beaucoup.

Vous connaissez la répression qui sévit en Amérique. La police et même l'armée sont employées constamment dans les grèves. Le capital va même jusqu'à souder des « gangsters » pour assassiner les chefs des syndicats agissants. J'ai vu la fille, âgée de douze ans, d'un mineur

du Kentucky, tué en plein jour dans la rue par ces bandits à gages.

Tragique illustration des formes de la lutte de classe dans la « grande république » américaine. G. W.

De Hongrie

J'habite ici dans un village à l'ouest de la Hongrie. Cette région est la mieux située économiquement. Etant proche de la frontière autrichienne, les commerçants autrichiens peuvent y acheter les produits et les exporter sans grands frais de transport. La misère est quand même très grande et le mécontentement se fait entendre malgré la terreur visible. On organise des fêtes, il y a des discours patriotiques, révisionnistes, mais les paysans s'en fichent ; même les paysans moyens grondent. 100 kilos de seigle, la principale culture ici, valent 4,5 pengos = 16 francs. Les paysans pauvres et les sans-terre ne travaillent que pendant les mois d'été et doivent gagner pour toute l'année. Cette année, un ouvrier de la batteuse, en travaillant de 14 à 15 heures par jour, a reçu en paiement de cinq semaines de travail 600 à 800 kilos de blé valant 140 francs.

...Une organisation politique clandestine existe à la campagne, mais elle est tellement primitive que son rôle est nul. Elle n'a pu diminuer l'antagonisme entre ville et campagne.

T. I.

D'un Lecteur

Cher Camarade,

Je suis lecteur de « MASSES » depuis le n° 1. Après lecture du n° 9, qui, d'une part, marque un pas en avant dans l'adaptation de la rédaction au pouvoir d'assimilation de la moyenne des militants, et, qui, d'autre part, affirme catégoriquement la volonté nette de jeter une lumière inimitable, mais salutaire, sur les causes qui ont amené la défaite du prolétariat allemand, je me décide à vous envoyer mon abonnement...

...Enfin, je serais très heureux si je pouvais entrer en rapport avec des amis et abonnés de « MASSES » habitant ma région, c'est-à-dire Suresnes, Puteaux, Nanterre, Courbevoie (1). Nous pourrions envisager la formation d'un petit groupe dans cette partie de la banlieue, où l'on a grand besoin d'un stimulant à base d'éducation marxiste.

A. D.

(1) Nos abonnés et lecteurs de cette région sont invités à se mettre en rapport avec André Dumas, 70, rue des Chênes, Suresnes (Seine).

Ce que tout militant doit lire

Marcel MARTINET

OU VA LA REVOLUTION RUSSE?

L'Affaire Victor-Serge

Une brochure de 32 pages 1 fr.
Dix exemplaires, prix 7 50

Daniel GUERIN

LA PESTE BRUNE A PASSE PAR LA...

A bicyclette à travers l'Allemagne hitlérienne, une brochure in-8, de 64 pages, prix 3 fr.
Dix exemplaires, Prix 20 fr.

EDITIONS « LIBRAIRIE DU TRAVAIL »

17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris-X°

Chèque postal n° 43-08

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris